

Délibération n°241220_21

Séance du Conseil d'administration du 20 décembre 2024

Nombre de membres composant le conseil (effectif statutaire) : 28

Nombre de membres en exercice : 28

Membres présents : 19

Membres représentés : 4

Quorum : 23

Pour :

DÉCISION

AVIS

INFORMATION

Budget Initial 2025

Vu les articles 175, 176 et 177 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Article 1 :

Le Conseil d'administration vote les autorisations budgétaires suivantes pour le budget UTBM :

- 405 ETPT, dont 339 ETPT sous plafond et 66 ETPT hors plafond
- 48 201 592 euros d'autorisations d'engagement dont :
 - 31 391 736 euros en masse salariale
 - 8 179 637 euros en fonctionnement et interventions
 - 8 630 219 euros en investissement
- 48 805 534 euros de crédits de paiement
 - 31 391 736 euros en masse salariale
 - 8 179 637 euros en fonctionnement et interventions
 - 9 234 161 euros en investissement
- 45 942 775 euros de prévisions de recettes
- - 2 862 759 euros de solde budgétaire

Article 2 :

Le Conseil d'administration vote les prévisions comptables suivantes :

- -2 780 968 euros de variation de trésorerie
- -1 713 137 euros de résultat patrimonial
- 152 187 euros de capacité d'autofinancement
- -2 862 759 euros de variation de fonds de roulement

Liste des annexes :

- Tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, de la situation patrimoniale et des opérations pluriannuelles ;
- Projet annuel de performance.

Le Conseil d'administration

DECIDE

D'approuver le budget initial 2025 et le projet annuel de performance figurant en annexe.

Abstention(s) : 2
Votants : 23
Blanc(s) ou nul(s) en cas de vote à bulletin secret : 0
Suffrages exprimés : 21
Pour : 21
Contre : 0

La présente délibération est adoptée.

Fait à Sevenans,
Le Directeur
Ghislain MONTAVON



Note de présentation de l'ordonnateur

Budget Initial 2025

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| 1. Préambule | 2 |
| 2. Autorisations budgétaires | 4 |
| 2.1. Tableau 1 - Analyse des emplois | 4 |
| a) Toutes typologies d'emplois..... | 4 |
| b) Emplois sous plafond Etat | 4 |
| c) Emplois hors plafond Etat..... | 5 |
| 2.2. Tableaux 2 et 3 - Autorisations budgétaires, dépenses par destination et recettes par origine . | 6 |
| a) Autorisations budgétaires de masse salariale (AE = CP) | 6 |
| b) Autorisations budgétaires de fonctionnement AE et CP (budget des services et des directions) | 9 |
| c) Autorisations budgétaires d'investissement en AE et CP | 14 |
| d) Prévisions de recettes | 15 |
| 3. Equilibre financier | 18 |
| 3.1. Tableau 4 – Equilibre financier | 18 |
| 3.2. Tableau 5 – Opérations pour compte de tiers | 18 |
| 4 La soutenabilité du budget | 19 |
| 4.1 Analyse des agrégats budgétaires..... | 19 |
| 4.2. Analyse des tableaux 9 et 10 – Programmes pluriannuels et programmes de recherche..... | 19 |
| a) Programmes pluriannuels | 20 |
| b) Programmes de recherche | 20 |
| 4.3. Analyse des Tableaux 6 et 7 – Soutenabilité budgétaire et tableau 11 de synthèse budgétaire et comptable..... | 21 |

1. Préambule

Le budget 2025 de l'Université de technologie de Belfort-Montbéliard, présenté pour adoption à ses administrateurs, est un budget davantage contraint que l'année passée. Les autorisations budgétaires, en termes d'autorisations d'engagement (AE), s'élèvent à 48 201 592 € et, en termes de crédits de paiement (CP), à 48 805 534 €, pour un résultat patrimonial de – 1 713 137 €.

Les points saillants de ce budget sont ainsi :

- une masse salariale en hausse de + 1 085 559 € par rapport au budget rectificatif n°1 2024, en raison de mesures non compensées ou que partiellement par l'Etat : augmentation de 4 % de la cotisation CAS pension au 1^{er} janvier 2025 à la charge de l'établissement, prise en charge par l'établissement de 50 % de l'augmentation de 1,5 % du point d'indice au 1^{er} juillet 2023 et prise en charge de l'intégralité de la hausse des 5 points d'indice au 1^{er} janvier 2024. Au total, ces mesures nationales non compensées, ou que partiellement compensées, pèsent sur l'établissement à hauteur de 541 228 € ;
- un budget de fonctionnement de l'établissement (donc hors SAIC UTBM) de 6 784 701 €, extrêmement contraint et en baisse de 924 209 € par rapport au BR n°1 2024. Le taux de rigidité du budget avoisine les 87 % contre 80 % l'année dernière. A titre d'exemple, les dix premières dépenses de fonctionnement de l'établissement¹ s'élèvent à 3 373 385 € (3 161 080 € l'année dernière) sur un total d'AE de 6 784 701 €, soit 50 % des dépenses de fonctionnement de l'établissement. Pour mémoire, en recettes, en 2024, la subvention pour charge de service public pour le fonctionnement ne permet de couvrir que 31,29 % du budget de fonctionnement de l'établissement ;
- un budget de viabilisation (chaleur et électricité) à hauteur de 1 400 000 €, qui reste à un niveau particulièrement élevé malgré une conjonction d'efforts sans précédents pour le diminuer : application stricte des consignes de chauffage à 19°C, fermeture de tous les sites de l'UTBM le samedi matin (à l'exception du bâtiment A et du CRUNCH Lab), réduction de la température à 16°C dès le vendredi midi et instauration d'une semaine de sobriété avec une température ramenée à 12°C dans tout l'établissement ;
- une subvention pour charges de service public incertaine à date, qui s'annonce en baisse au regard de l'application des 3 jours de carence à compter du 1^{er} janvier 2025 et du taux de remplacement des revenus pour congés de maladie ordinaire, au-delà de la carence, serait porté à 90% (il est ainsi prévu que le montant de la SCSP soit diminué en conséquence de l'économie réalisée). La diminution est estimée par nos soins à 100 000 € ;
- une légère augmentation des recettes propres, de l'ordre de + 142 000 € : + 60 000 € de droits d'inscription et +110 000 € de taxe d'apprentissage, mais une baisse de 28 000 € des recettes de formation continue.

¹ 1) Gaz : 740 000 €, 2) Electricité : 700 000 €, 3) Ménage : 569 000 €, 4) Ccotisations outils logiciels (Cocktail, AMUE, Pégase, Microsoft 365) : 288 585 €, 5) contrats de maintenance (patrimoine) : 236 000 €, 6) charges de copropriété : 230 000 € 7) abonnements électroniques (SCD) : 171 650 €, 8) missions : 150 950 €, 9) reprographie et marchés copieurs : 150 200 €, 10) assurances immobilières et civiles : 137 000 €

La volonté de maîtrise du budget de l'établissement, avec un effort particulièrement important sur le fonctionnement, est insuffisant cependant pour compenser les mesures non financées par l'Etat au niveau de la masse salariale, le coût des fluides et la hausse de l'ensemble des tarifs. Cela conduit à un résultat négatif supérieur à celui du budget initial 2024 malgré tous les efforts réalisés.

Au regard des éléments précités et illustrés par ce résultat comptable déficitaire de 1 713 137 €, des choix difficiles ont été nécessaires. Après la campagne d'emploi 2024 qui avait conduit au gel de 4 emplois de maîtres de conférences, il a été privilégié le maintien des recrutements et corrélativement la diminution très forte des dépenses de fonctionnement. L'UTBM continue par ailleurs à investir dans des dépenses visant à améliorer la performance énergétique et thermique de nos bâtiments.

La masse salariale, principal poste budgétaire du budget de l'UTBM, s'élève à 31 391 736 €, en augmentation de 1 085 559 € par rapport au budget rectificatif n°1 2024, soit + 3,58 %. Ainsi, la campagne d'emplois proposées au CA du 27 septembre 2024 sera déployée dans sa totalité. Cette année permettra de dégeler un emploi de maître de conférences, remplacer trois départs en 2024 pour recruter des maîtres de conférences et transformer un emploi de maître de conférences en emploi de professeur des universités, au titre de l'article 46-3. Une chaire de professeur junior sera demandée à l'occasion de la campagne nationale 2025. S'agissant des personnels BIATSS, dans la poursuite de la politique de résorption de la précarité, d'attractivité et de fidélisation, trois emplois occupés par des contractuels en CDD seront mis au concours de technicien et un poste assistant ingénieur sera transformé en ingénieur d'études pour une meilleure adéquation poste/fonction sur un métier en tension.

Le fonctionnement du budget agrégé (Etablissement et SAIC UTBM) s'élève à 8 179 637 € ; il est largement grevé par les charges de viabilisation et l'inflation et en diminution drastique de - 812 667 € par rapport au budget rectificatif 2024, soit - 10 %. Cette réduction impacte principalement les services supports de l'établissement (- 546 326 €), tandis que les réductions liées aux formations sont plus marginales. Cela implique notamment le report de dépenses d'entretien non nécessaires, la diminution du nombre de salles à rééquiper en postes de travail ou bien encore la recherche de financements complémentaires pour la remise des diplômes ou, sinon, son abandon sous sa forme actuelle.

L'enveloppe d'investissement s'élève à 8 630 219 € en AE et 9 234 161 € en CP. Il s'agit d'une part principalement de mener les derniers décaissements concernant la rénovation du bâtiment A (site de Belfort) et, d'autre part, de continuer une politique d'investissements en faveur de la rénovation thermique des bâtiments et de l'optimisation des surfaces. Des investissements en faveur des pôles, pour des matériels liés à la pédagogie et à la recherche, sont également déclenchés. Néanmoins, les investissements doivent également être considérés au regard des amortissements qu'ils induisent, ceux-ci entrant dans le calcul du résultat comptable. Les opérations d'investissement bâtiminaire seront ainsi menées principalement sur les crédits CPER : 4 000 000 € pour les travaux d'isolation des toitures terrasses du bâtiment Pont et 1 000 000 € pour les travaux dans l'ex-polyclinique de Montbéliard. Sur cette dernière opération, l'UTBM apportera un autofinancement de 1 millions d'euros.

La finalité de cette note de présentation de l'ordonnateur n'est pas tant de détailler la globalité des données budgétaires 2024 que d'en expliciter les principales orientations, en se référant aux tableaux budgétaires associés.

2. Autorisations budgétaires

2.1. Tableau 1 - Analyse des emplois

a) Toutes typologies d'emplois

La masse salariale est le poste budgétaire le plus important de l'UTBM. Sa couverture est assurée très majoritairement par la subvention pour charges de service public (SCSP). La dernière notification ministérielle, en date du 5 juillet 2024, porte le plafond d'emploi Etat à 357 ETPT.

L'UTBM peut, par ailleurs, créer des emplois sur ressources propres. C'est notamment le cas dans le cadre de la contractualisation d'activités de recherche et de valorisation, de subventions spécifiques d'institutions, etc. Ces emplois sont adossés au SAIC de l'établissement (41 ETPT). C'est également le cas pour des emplois recrutés sur financement propre de l'établissement (25 ETPT).

Le nombre total d'emplois proposé à l'approbation de Conseil d'administration pour l'année 2025 est de 405 ETPT (Cf. tableau 1 d'autorisation des emplois, joint au budget). Il s'agit là d'un plafond théorique maximal.

Cette consommation prévisionnelle de 405 ETPT intègre l'extension en année pleine des recrutements 2024.

Le tableau ci-après détaille l'évolution des emplois entre l'année 2024 et l'année 2025.

| | Budget rectificatif n°1 2024 | Budget initial 2025 | Variation en ETPT |
|--------------------|---------------------------------|---------------------|-------------------|
| ETPT Etablissement | 365 | 364 | -1 |
| ETPT SAIC | 31 | 41 | +10 |
| ETPT UTBM | 396 | 405 | +9 |

b) Emplois sous plafond Etat

Les emplois sous plafond Etat représentent, au titre de l'année 2025, 339 ETPT, en augmentation de 2 ETPT par rapport au budget rectificatif n°1 (BR1) 2024 et en dessous du plafond Etat de 357 emplois. Cette évolution s'explique par l'impact de la campagne d'emploi 2025 et le retour d'un détachement d'un personnel BIATSS. Ces mouvements opérés en 2025 ne seront pleinement pris en compte, en année pleine, qu'en 2026.

La campagne d'emplois 2025 retenue est présentée dans le tableau ci-après.

| Enseignants et enseignants-chercheurs | |
|--|--|
| Professeur des universités | Ouverture d'un concours de PU au titre de l'article 46.3 |
| Maître de conférences | Par la voie d'un concours |
| Maître de conférences | Par la voie d'un concours |
| Maître de conférences | Par la voie d'un concours |
| Maître de conférences | Par la voie d'un concours |
| Chaire de professeur junior | Campagne CPJ 2025 (sous réserve d'attribution) |
| Personnels techniques et administratifs (BIATSS) | |
| Ingénieur d'études | Par la voie d'un concours |
| Technicien de recherche et de formation | Par la voie d'un concours |
| Technicien de recherche et de formation | Par la voie d'un concours |
| Technicien de recherche et de formation | Par la voie d'un concours |

c) Emplois hors plafond Etat

L'explication détaillée des facteurs d'évolution en ETPT est détaillée dans le tableau de synthèse de la note du document prévisionnel de gestion des emplois et des crédits des personnels (DPGECP), correspondant à la phase 1 du budget initial 2025.

Comparé au budget rectificatif n°1 2024, l'augmentation de 7 ETPT résulte des contrats de recherche prévus début 2025. S'ajoute à cela, une enveloppe de précaution en ETPT, afin de couvrir d'éventuelles embauches à venir sur des projets de recherche non connus au moment de l'élaboration du budget.

Par ailleurs, de nombreux départs en retraite sont anticipés, au regard de la pyramide des âges, au long des trois années à venir. Ils sont évalués, pour 2025, en fonction des demandes des agents qui se sont manifestés en 2024. Pour l'estimation des départs en 2026 et 2027, elle est définie à l'aide de la pyramide des âges et de l'analyse croisée de cette dernière avec une moyenne d'âge de départ en retraite par corps.

Ainsi :

- en 2025, il est prévu le départ en retraite de 2 professeurs des universités, 3 enseignants-chercheurs contractuels, 1 enseignant de langue étrangère contractuel, 1 ingénieur d'études, 1 technicien, 1 adjoint technique de recherche et formation et 1 personnel BIATSS contractuel de catégorie B, soit possiblement 10 départs ;
- en 2026, 4 enseignants-chercheurs titulaires, 3 enseignants titulaires, 3 enseignants-chercheurs contractuels, 1 enseignant de langue étrangère contractuel, 5 personnels BIATSS titulaires et 4 personnels BIATSS contractuels, soit possiblement 20 départs ;
- en 2027, 5 enseignants et enseignants-chercheurs titulaires, 4 enseignants et enseignants-chercheurs contractuels et 1 personnel BIATSS contractuel, soit possiblement 10 départs.

Ces évolutions seront à prendre en compte dans les choix stratégiques de l'établissement, pour les prochaines campagnes emplois, en tenant compte de la soutenabilité budgétaire.

2.2. Tableaux 2 et 3 - Autorisations budgétaires, dépenses par destination et recettes par origine

Le tableau des autorisations budgétaires (tableau 2) détermine les enveloppes limitatives soumises au vote de l'organe délibérant.

Les AE sont les autorisations d'engagement pour l'année en cours. Les CP sont les crédits de paiements autorisés pour l'année en cours. Un décalage peut survenir entre AE et CP d'un même projet si une commande passée fin d'année N (AE) est payée (CP) en début d'année N+1.

Le tableau 3 vient compléter le tableau 2, en précisant la destination effective des crédits par activité/métier (imputation directe, destinations fonctions support obligatoire).

Le budget global 2024 de l'UTBM, agrégeant l'établissement et son SAIC, s'élève à 48 201 592 €. Il est marqué par une baisse de - 150 479 € au regard du budget rectificatif n°1 2024.

a) Autorisations budgétaires de masse salariale (AE = CP)

Les autorisations d'engagement (AE) et crédits de paiement (CP) ouverts au titre de la masse salariale pour l'exercice 2025 s'élèvent à 31 391 736 € :

- **29 473 446 €** de dépenses de personnel concernant le budget Etablissement (incluant les liquidations directes) ;
- **1 918 290 €** de dépenses de personnel concernant le budget SAIC (incluant les liquidations directes).

Comparativement au budget rectificatif n°1 2024, ces autorisations budgétaires progressent de + 1 085 559 € et sont réparties comme suit :

- + 653 251 € pour le budget Etablissement ;
- + 432 308 € pour le budget SAIC.

La masse salariale disponible annuellement est consommée à une hauteur supérieure à 98 % depuis ces trois dernières années. Le choix est fait pour l'année 2025 de maintenir, dans toute la mesure du possible, au maximum des capacités budgétaires, le nombre d'emplois, qu'ils soient statutaires ou contractuels, en renouvelant les départs en retraite et les départs à la suite de mutation.

L'évolution des crédits de masse salariale 2025 est à mettre en lien avec le cumul de plusieurs éléments :

- la hausse de 4 points de la cotisation CAS Pension des agents titulaires prévue au 1^{er} janvier 2025 dans le budget initial. L'impact 2025 pour l'UTBM est estimé à + 280 000 € ;
- la revalorisation de la valeur du point d'indice de 1,5 % au 1^{er} juillet 2023 et les mesures bas salaires des catégories B et C 2023 sont financées partiellement par l'Etat. L'impact 2025 pour l'UTBM est estimé à + 94 074€ ;
- la hausse de 5 points pour les personnels indicés au 1^{er} janvier 2024 n'est pas financée par l'Etat (selon la dernière notification de juillet 2024). L'impact 2025 pour l'UTBM est estimé à + 167 154 € ;

- le coût du GVT solde positif incluant l'extension en année pleine du GVT positif 2024. L'impact 2025 pour l'UTBM est estimé à + 423 447 €. Depuis la fin de la compensation par l'Etat en 2020, l'effort cumulé s'élève à + 2 073 048 € ;
- les revalorisations indemnitaires des enseignants-chercheurs prévues par la LPR. L'impact 2025 pour l'UTBM est estimé à + 149 325 € ;
- les revalorisations indemnitaires des personnels administratifs et techniques prévues par la LPR. L'impact 2025 pour l'UTBM est estimé à +60 000 €, dont 30 000€ au titre de l'année 2024 ;
- la campagne d'emplois 2025 avec l'ouverture au concours d'un emploi de professeur des universités au titre de l'article 46-3° et de quatre emplois de maîtres de conférences. L'impact 2025 pour l'UTBM est estimé à + 98 400€ ;
- une enveloppe au titre de la campagne de promotion de corps et de grade, estimée à + 25 400 € ;
- la hausse des prévisions pour les contrats de recherche opérés par le SAIC, estimée à + 432 308 €.

Enfin, les autorisations budgétaires de masse salariale intègrent les variations sur la charge d'enseignement. Les heures d'enseignement non statutaires représentent 35 % des heures équivalentes TD (HETD) réalisées (environ 12 % réalisées en vacances). Ces taux restent constants, année après année. Constat étonnant car, tel qu'explicité précédemment, des recrutements significatifs ont eu lieu depuis 2016 au sein de la population enseignante, en parallèle d'une érosion des effectifs étudiants. L'objectif, pour l'année prochaine et les années à venir, est de réduire d'une part les heures complémentaires et d'augmenter d'autre part la proportion de celles effectuées par des vacataires extérieurs issus de l'industrie.

Néanmoins, il est à souligner qu'une partie des heures complémentaires versées se substituent aux primes des personnels enseignants et enseignants-chercheurs, par le référentiel d'équivalence horaire. L'UTBM a fait le choix en 2013 d'utiliser le référentiel d'équivalence horaire afin de permettre aux enseignants et enseignants-chercheurs de se décharger d'une partie de leur service dans le cadre de responsabilités administratives ou pédagogiques, puis de les comptabiliser en heures complémentaires, dans la limite de 128 HETD pour les heures du référentiel. Aussi, un montant de 489 998 € est prévu au titre des heures complémentaires et 144 727 € au titre du référentiel. Au total, le budget consacré aux heures complémentaires et vacances d'enseignement est estimé à 1 088 034 €, en baisse de 205 028 € par rapport au budget rectificatif n°1 2024 : cette diminution s'explique en premier lieu par la poursuite du déploiement de la RIPEC, avec la mise en place de la C2.

En 2025, près de 68 000 € sont consacrés au financement d'emplois étudiants (tutorat, promotion de l'offre de formation et animation culturelle, sportive et sociale, etc.). A ce titre, et comme chaque année, l'UTBM répondra à l'appel à projets émis par le Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté afin d'obtenir une recette spécifique pour une partie de ces emplois. Pour 2025, le montant des subventions s'élève à près de 60 000 €.

La masse salariale est contrainte en partie par la charge croissante du glissement - vieillesse - technicité (GVT). Ce GVT est calculé de manière très fine à l'UTBM. En effet, la dimension de l'établissement permet de suivre l'évolution des avancements d'échelon à l'ancienneté, individu par individu, sur les trois prochaines années, afin d'évaluer l'impact sur la masse salariale globale, tant pour les personnels

titulaires que les agents contractuels. La part du GVT positif relative aux emplois statutaires (fonctionnaires) représente 84 % du GVT positif total annuel. Corrélativement, celle relative aux emplois contractuels représente environ 16 % du GVT total annuel.

Depuis 2020, le GVT n'est plus compensé par le ministère *via* la subvention pour charge de service public et induit conséquemment une charge supplémentaire croissante de manière inexorable sur la masse salariale de l'établissement. Le tableau ci-dessous rappelle, à ce titre, l'évolution du GVT positif pour les trois prochaines années.

| GVT positif Budget 2025-2027 : coût total, charges comprises | | | |
|--|----------------|----------------|------------------|
| année | 2025 (€) | 2026 (€) | 2027 (€) |
| BIATSS titulaires | 123 686 | 80 765 | 81 691 |
| Enseignants titulaires | 234 167 | 203 590 | 184 800 |
| BIATSS contractuels | 44 812 | 38 669 | 45 062 |
| Enseignants contractuels | 20 782 | 15 589 | 20 539 |
| Total par année | 423 447 | 338 613 | 332 092 |
| Total GVT cumulé | 423 447 | 762 060 | 1 094 752 |

Enfin, il convient de rappeler ici que la soutenabilité financière globale de la masse salariale prévaut sur les indications des plafonds d'emplois. Le tableau 3 (dépenses par destination) permet de distinguer les principaux postes de masse salariale :

- activités de formation : 13 802 976 €. La méthode P2CA (projet de connaissance des coûts des activités) permet aujourd'hui de déterminer que la masse salariale des enseignants et enseignants-chercheurs représente, en moyenne de l'ensemble des formations dispensées à l'UTBM, de l'ordre de 42 % du coût complet d'une formation (calcul en hETD). Chaque enseignant ou enseignant-chercheur encadre 16 étudiants en moyenne par an, toutes formations confondues ;
- activités de recherche : 9 276 764 €. Selon la méthode P2CA, le coût moyen d'environnement d'un enseignant-chercheur évoluant au sein d'une équipe de recherche de l'établissement (masses salariales des personnels BIATSS associés, coût de fonctionnement, coût des amortissements, etc.) s'élève à 84 972€, soit 65 % du coût global afférent à un enseignant-chercheur (coût total : 131 165 €, dont 46 193 €, en moyenne, de masse salariale enseignant-chercheur) ;
- activités de soutien et de support : 8 215 060 € ;
- santé des étudiants : 96 936 €.

b) Autorisations budgétaires de fonctionnement AE et CP (budget des services et des directions)

Au niveau agrégé (établissement et SAIC), les AE s'élèvent à 8 179 637 €. Elles sont en baisse de - 741 667 € par rapport au BI 2024 et en baisse de 812 667 € par rapport au BR n°1 2024.

Au regard des variations par rapport à l'exercice budgétaire 2024, une distinction est à effectuer entre le budget Etablissement et le budget SAIC. Pour l'établissement, les AE diminuent de 853 209 € par rapport au BI 2024 et de 924 209 € par rapport au BR n°1 2024. Pour le SAIC, il s'agit d'une hausse de l'ordre de 111 542 €, tant par rapport au BI 2024 qu'au BR n°1 2024.

Les AE de fonctionnement par nature ouvertes pour le budget UTBM (tableau 3) sont donc les suivantes :

- activités de formations : 1 092 755 € (927 488 € au BR n°1 2024) ;
- activités de recherche : 1 836 036 € (1 578 094 € au BR n°1 2024) ;
- service commun de la documentation : 228 150 € (238 000 € au BR n°1 2024) ;
- pilotage et support : 1 606 796 € (2 337 022 € au BR n°1 2024). Cette nette diminution de 730 226 € s'explique par une nécessité de réduction des dépenses de fonctionnement. Ainsi des coupes budgétaires ont été arbitrées notamment sur les adhésions établissements (- 49 250 €), le budget communication (- 66 500 €), le budget de la DSIN (- 26 539 €), la reprographie (-27 480 €), etc. De plus, 266 000 € d'économies sont liées au projet CMQ Mobicampus et à l'action 21, qui ne représentera qu'un petit budget en 2025 (15 000 € contre 281 000 € en 2024) ;
- immobilier : 3 264 100 € (3 706 000 € au BR n°1 2024). L'enveloppe immobilière est en légère diminution par rapport à 2024. Là encore, des choix ont dû être opérés afin de réduire l'enveloppe de fonctionnement. Certains travaux d'entretien non prioritaires ont donc été volontairement supprimés.

La section de fonctionnement pour l'établissement baisse en AE, par rapport au BR n°1 2024, de 924 209 €, pour s'élever à 6 784 701 €. Cette baisse démontre un réel effort d'économie par rapport à 2024. L'UTBM s'efforce de poursuivre sa volonté de maîtriser au mieux les dépenses en lien avec les différents services, bien conscients des difficultés budgétaires.

Les marges de manœuvre sont quasi inexistantes pour ce BI 2025. Des travaux d'entretien bâtementaire ont dû être sacrifiés tandis que des coupes budgétaires conséquentes ont été réalisées sur la partie pilotage et support.

i) Dépenses de fonctionnement des pôles d'enseignement et de recherche

L'enveloppe de fonctionnement du pôle « Mobilités et Transports du Futur » est de 62 000 €. Il est stable par rapport au BR n°1 2024. L'enveloppe budgétaire est principalement dédiée au fonctionnement de la FISE « mécanique et ergonomie » et de la FISA « mécanique et transport » pour des dépenses de matériels pédagogiques, des UE, la prise en charge des déplacements des vacataires, enseignants et étudiants pour des projets P2I, des concours ou des forums.

L'enveloppe de fonctionnement du pôle « Industrie 4.0 » s'élève à 112 000 €, en baisse de 4 100 € par rapport au BR n°1 2024. Les dépenses concernent principalement les missions du pôle, l'achat de consommables pour la pédagogie (TPS, imprimante 3D, fournitures de découpe laser, consommables pour ateliers, etc.), la maintenance d'équipements mais également des logiciels spécifiques liés à l'activité du pôle. Les principales dépenses sont les suivantes :

- fonctionnement du pôle : 24 600 €,
- FISE « génie mécanique » : 44 100 €,
- FISE « ingénierie et management » : 43 300 €.

Les logiciels représentent 41 900 €, soit plus de 1/3 du budget du pôle dont :

- maintenance 3D Experience KEONYS : 7 000 €,
- licences éducation MAGICS : 4 800 €,
- STAUBLI Licence SRS : 4 800 €,
- logiciel EMESIM (SMARTMECA SOLUTIONS) : 3 300 €.

La plupart de ces licences ne sont désormais plus installées physiquement sur site mais évoluent en mode SAAS (à distance) en fonction de la volonté des éditeurs.

Le budget du pôle « Humanités » est centré principalement sur l'organisation des examens internationaux, à hauteur de 42 000 €. Ceux-ci ne sont financés que partiellement (29 000 € de recettes prévues pour 2025). Le pôle humanités a également la charge de l'acquisition de ressources numériques et d'abonnements à destination des enseignants, à hauteur de 11 500 €. L'enveloppe de fonctionnement est de 75 500 €, soit une hausse de 9 500 € par rapport à 2024, dont 5 000 € de budget auparavant opéré à la Direction de la Recherche. Ce budget concernant les Masters et il est apparu plus cohérent de le rattacher au pôle Humanités.

Le budget du pôle « Energie et informatique » repose essentiellement sur l'enseignement, notamment, les dépenses pour les FISE et FISA « Informatique » pour 23 930 € et les FISE et FISE « Energie et génie électrique » pour 61 290 €, la plateforme technologique Hydrogène-Energie (38 328 €), etc. L'enveloppe de fonctionnement est de 155 470 €, soit une baisse de 2 122 € par rapport à 2024.

ii) Dépenses de fonctionnement pour l'immobilier

Le fonctionnement du service patrimoine requière des ressources pour les types d'actions suivantes :

- des frais généraux, pour un montant de 2 356 400 € (soit une baisse de 231 100 € par rapport au BI 2024). Cette baisse est principalement due au réajustement des fluides (chaleur et électricité), où 1 400 000 € ont été budgétés pour l'année 2025 (700 000 € pour l'électricité et 700 000 € pour la chaleur). Pour mémoire, il avait été prévu 1 550 000 € au budget initial 2024. Ce choix de baisse est basé sur les mesures mises en place à l'UTBM telles que :
 - la fermeture des sites excepté le bâtiment A, le samedi ;
 - la coupure du chauffage du vendredi midi au lundi matin ;
 - la mise en place d'une semaine de sobriété du 10 au 15 février 2025 durant laquelle les bâtiments ne seront pas chauffés et le personnel aura le choix entre congés ou télétravail ;
- l'entretien bâtiminaire et les contrats de maintenance, pour un montant de 852 700 €, soit une baisse de 27 800 € par rapport à l'année 2024. La consommation des crédits est essentiellement due à :

- 130 000 € de petits travaux et d'achats de petits équipements et matériels ;
- 441 000 € de contrats et contrôles périodiques (chauffage, ascenseurs, incendie, surveillance bâtiments, etc.).

Il est à noter que le montant du marché ménage est stable à 558 000 €.

iii) Dépenses de fonctionnement pour le pilotage

L'ensemble du pôle pilotage représente 1 751 546 € de dépenses en fonctionnement, soit 566 326 € de moins qu'au budget initial 2024.

Au sein du pôle pilotage, il faut relever trois budgets conséquents :

- celui du service à la communication ;
- celui du service des ressources humaines ;
- celui de la DSIN.

Concernant le service à la communication, l'enveloppe de fonctionnement de ce service est de 347 500 €, en baisse de 110 250 €. En l'espèce, certaines actions ne seront plus possibles. Il est à noter une diminution de l'enveloppe relative à l'organisation de la cérémonie de remise des diplômes, pour 31 000 € (45 000 € de moins qu'au budget initial 2024). Ce budget est très nettement réduit au regard de la situation financière de l'établissement. Dans l'état actuel et sans financement complémentaire, la remise des diplômes telle qu'elle existe sous sa forme actuelle à l'Axone de Montbéliard, ne pourra avoir lieu.

Le budget du service des ressources humaines adresse principalement la formation des personnels. Depuis 2022, aucune dépense de formation n'est prise en charge par d'autres services. Le budget formation représente 100 700 € (soit un budget identique à celui de 2024) des 136 235 € du budget de fonctionnement du service RH (en baisse de 4 360 €). Ces 100 700 € sont destinés à assurer l'ensemble des formations collectives et individuelles du personnel, notamment les formations obligatoires (formations SSTE par exemple), mais aussi les formations d'adaptation au poste de travail, mangement, préparation au concours, bureautique, langues étrangères, etc.

La direction des systèmes d'information et du numérique (DSIN) est désormais rattachée aux services supports et pilotage et porte la stratégie numérique de l'UTBM. En 2025, la centralisation des achats de matériels informatiques sur le budget de la DSIN, mise en place en 2023, se poursuit et le renouvellement automatique des postes de travail, sur la base d'une durée moyenne d'utilisation de 7 ans, entre en pleine vitesse de croisière.

Pour ce qui est de la DSIN, trois objectifs majeurs sont visés :

- poursuivre la mise à niveau et le maintien en condition opérationnelle des infrastructures et des services numériques, et déployer la nouvelle politique de renouvellement de matériel informatique individuel ;
- accompagner les acteurs au développement des usages numériques ;
- moderniser le fonctionnement des services numériques.

Le budget de fonctionnement de la DSIN repose majoritairement sur les cotisations et licences applicatives pour le système d'information métier et collaboratif, les maintenances et les licences matérielles, et s'élève à 551 761 €. Il est en baisse de 48 339 € par rapport à 2024. Les adhésions à

l'AMUE et à l'association Cocktail représentent plus d'un tiers du budget (184 153 €). Enfin, la maintenance des serveurs représente un budget annuel de 66 339 €, en baisse de 4 725 € par rapport à 2024 (maintenance, renouvellement du cœur de réseau, changement batteries onduleurs, etc.).

iv) Dépenses de fonctionnement des directions fonctionnelles

La direction à la recherche, aux études doctorales et à l'innovation (DREDI) gère soutient l'activité doctorale, au travers les formations des docteurs et l'association DOCEO (docteurs de l'UTBM) dans ses missions d'animation scientifique : colloque dédié aux doctorants, écoles d'été et/ou d'hiver, événements sociaux, etc. Le budget de la DREDI est de 38 000 €. Ce budget est en nette hausse par rapport à 2024 (+ 31 500 €), puisque le reversement des frais d'inscription des doctorants a été pris en compte. Une recette équivalente a été inscrite au budget en face.

De même, l'UTBM alloue des crédits de fonctionnement aux unités de recherche au sein desquelles des personnels évoluent. Les montants alloués en fonctionnement aux unités de recherche s'élèvent, pour l'année 2025, à 152 400 €, au lieu de 160 500 € inscrits au budget initial 2024, en raison de l'effort de tous au regard du budget contraint de l'établissement.

La ventilation des subventions, ainsi que la clé commune de répartition liée au site, ont été définie comme suit :

- CIAD : 18 400 €, soit une baisse de 1 600 € par rapport au BR n°1 2024 ;
- ELLIAD ERCOS : 6 900 € soit une baisse de 600 € par rapport au BR n°1 2024 ;
- FEMTO-ST : 65 300 € soit une baisse de 4 700 € par rapport au BR n°1 2024 ;
- ICB : 52 400 €, soit une baisse de 3 600 € par rapport au BR n°1 2024 ;
- IRAMAT (LMC) : 4 500 €, soit une hausse de 1 000 € par rapport au BR n°1 2024,
- SINERGIES (NIT) : 4 900 €, soit une hausse de 1 400 € par rapport au BR n°1 2024.

La direction aux formations et à la pédagogie (DFP) organise et pilote la scolarité de l'ensemble des élèves-ingénieurs de l'établissement (TC, FISE, FISA) et des étudiantes et étudiants en master, du recrutement et première inscription administrative dans une formation jusqu'à la diplomation. Ses orientations budgétaires sont définies par la politique des administrateurs de l'UTBM et les recommandations de la Commission des titres de l'ingénieur. Son budget, au titre de l'année 2025, adresse cinq axes :

- l'activité courante de la direction : admissions, diplomation, gestion des salles et des emplois du temps, activités de promotion de l'établissement : 22 500 € (- 4 800 € par rapport au BI 2024) ;
- le soutien à l'innovation pédagogique : appels à projet du CEVU (7029 €), projets financés par la région Bourgogne Franche-Comté, projets PIA RITM-BFC (28 060 €). Ces projets font aussi l'objet de dépenses en personnel et en investissement ;
- la gestion des missions liées aux enseignements opérés à l'UTSEUS à Shanghai, plateforme commune aux trois universités de technologie et à l'université de Shanghai. Ces budgets sont récurrents et soutiennent la mobilité des enseignants et des étudiants entre l'UTBM et l'UTSEUS : 251 200 € de frais de mission et d'accueil. Ce budget est équilibré par des recettes à même hauteur ;
- la gestion budgétaire du cycle de formation de tronc commun, pour permettre le fonctionnement des différentes unités de valeur. Le budget est de 14 320 €, soit + 2 056 € par

rapport au BI 2024, et correspond principalement aux dépenses de consommables destinées à la scolarité des étudiants sur les deux premières années.

v) Dépenses de fonctionnement du CRUNCH Lab

Les principales dépenses du Crunch Lab concernent l'organisation de manifestations.

Il s'agit tout d'abord de l'Innovation CRUNCH Time, qui se déroulera du 17 au 21 mars 2025, une fois encore à l'Axone de Montbéliard, qui est la seule salle du secteur en capacité d'accueillir l'ensemble de la communauté de l'UTBM, soit environ 1500 étudiants encadrés par une centaine de personnels de l'établissement. Pendant cinq jours, ce sont plus de 140 défis, proposés par environ 50 institutions partenaires (entreprises, associations, institutions publiques, etc.) qui seront abordés. Ainsi, 187 500 € sont budgétés pour organiser cet événement majeur, devenu au fil des années un moment incontournable pour nos partenaires régionaux, et qui aujourd'hui dépasse nos frontières. En effet, bien que déjà organisé depuis plusieurs années en Suisse à la HEIG-vd (Yverdon-les-Bains), ainsi qu'au Togo (université de Lomé) et en Angola (université Agostinho Neto), un projet européen à venir rassemblant des universités de Belgique, des Pays-Bas, de Suède et d'Allemagne ambitionne de donner une visibilité européenne à cette exercice pédagogique innovant. Des recettes d'origines diverses (PIA « Territoire d'innovation », subventions, facturations, etc.), pour un montant estimé à ce jour à 150 000 €, sont à noter.

Ensuite, le choix a été fait de ne pas organiser d'édition 2025 du CRUNCH Maker Camp. Bien que cette manifestation ait déjà fait ses preuves, il a été décidé de privilégier un nouvel événement, le CRUNCH Indi Camp, qui sera proposé pour la première fois en 2025. Cette manifestation est un hackathon dédié exclusivement aux problématiques autour du handicap. Y seront notamment traitées les problématiques rencontrées par des personnes à mobilités réduites ou présentant des handicaps invisibles, mais également par leurs aidants et soignants ou par les structures qui encadrent et accompagnent les personnes en situation de handicap. Le budget de cet événement est de 24 250 € et bénéficie de financements associés.

Enfin, le CRUNCH Scholar Camp sera organisé. Il mobilise un budget de 9 500 € et bénéficie de financements associés.

vi) Dépenses de fonctionnement du SAIC

Le SAIC est le support à de multiples programmes de recherche, soit dans le cas d'une contractualisation directe avec un partenaire industriel (recherche bipartite), soit dans le cadre de conventionnement avec les collectivités, sous la forme de subventions.

Le montant global des AE de fonctionnement du SAIC est de 1 394 936 € pour le même montant de CP de CP. Ces AE, égaux aux CP, s'expliquent par le faible décalage entre l'engagement de la commande en fin d'année et le paiement (différence de 33 613 € au compte financier 2023). Ce montant prévisionnel de dépenses de fonctionnement est en légère hausse par rapport au BR n°1 2024 (+ 111 942 €) et est réparti de la manière suivante :

- 1 092 936 € pour les dépenses de fonctionnement prévues dans le cadre des programmes de recherche en cours ;

- 200 000 € pour les dépenses de fonctionnement prévues dans le cadre des nouveaux programmes signés en 2024 ;
- 102 000 € pour les autres dépenses (e-boutic, Edition, BQR, DRE).

c) Autorisations budgétaires d'investissement en AE et CP

Les AE en investissements (UTBM) s'élèvent à 8 630 219 et sont en diminution de – 423 371 € par rapport au BR n°1 2024.

Cette diminution est essentiellement le fait de l'entité « Etablissement ». Ainsi, la baisse des crédits d'investissements, entre le BR n°1 2024 et le budget initial 2025, s'élève à 377 199 €. Pour le SAIC, cette baisse est de l'ordre de 46 172 €.

i) Réhabilitation intégrale du bâtiment A

Les travaux ont été réceptionnés à la fin du mois d'août 2024. Les prestations complémentaires liées à la garantie de parfait achèvement se poursuivront jusqu'à fin août 2025. Cette période est également consacrée au règlement des derniers décomptes généraux définitifs des différents lots de travaux, ainsi qu'à la finalisation des missions du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage délégué. 550 000 € d'AE et 850 000 € de CP sont donc ouverts pour l'année 2025, afin de pouvoir solder le projet.

ii) Projet de rénovation du bâtiment Pont

Il s'agit du projet le plus mobilisateur de crédits pour cette année 2025. A ce jour, 4 millions d'euros sont financés dans le cadre du CPER 2021-2027. Des études ayant déjà eu lieu en 2024, il est inscrit pour cette année 4 525 000 € en AE et autant en CP. Cette différence sera comblée dès signature de l'avenant au CPER qui concerne le transfert du financement du projet « Maison du numérique » à Belfort vers les travaux du Pont à Sevenans. L'avenant est en cours auprès des financeurs. Les travaux concerneront la rénovation des toitures terrasses et des verrières (tranche 1). L'installation de panneaux photovoltaïques et une mise à jour du système de désenfumage compléteront ces travaux. Par ailleurs, ces crédits permettront également les études pour la tranche 2 (isolation de la façade Nord).

iii) Projet Mobilitech 2

Le projet Mobilitech 2 – Bâtiment M' permet quant à lui de proposer, dans le bâtiment de l'ex-Polyclinique de Montbéliard, de nouveaux locaux de recherche et la création d'un espace d'exposition des véhicules de la formation Espéra Sbarro. Les surfaces libérées par la relocalisation de ces activités permettront ainsi l'installation de la formation Espéra Sbarro (actuellement localisée au lycée Germaine Tillon de Montbéliard) au sein du bâtiment M et une mutualisation des moyens entre cette formation et la FISE « Mécanique-Ergonomie » et la FISA « Mécanique et transport ». Sur ce projet, l'année 2025 sera marquée par des études de maîtrise d'œuvre.

Ce projet, cofinancé par le CPER 2021-2027, est soutenu par l'UTBM à hauteur d'un million d'euros.

Un budget de 250 000 € par an, sur 4 ans, est inscrit dans le cadre d'une participation auprès de PMA, maître d'ouvrage de l'opération.

iv) investissements des pôles

Des arbitrages ont également été opérés au niveau de l'enveloppe d'investissement. En effet, au regard de la situation budgétaire, il s'agit de ne pas affaiblir plus le fonds de roulement dans lequel il est nécessaire de puiser pour faire face aux dépenses de fonctionnement et de projeter de manière précise la dotation aux amortissements liés à tout nouvel achat entraînant une immobilisation.

Les demandes d'investissement du pôle « Mobilités et Transports du Futur » pour l'année 2024 s'élèvent à 55 280 €, soit une hausse de 37 820 €. Ils concernent un logiciel et le remplacement d'un banc de mesure. Une demande d'investissement 2024 sur un simulateur de conduite a par ailleurs pu être conclue sur l'année 2024.

La section d'investissement 2025 du pôle « Industrie 4.0 » s'élève à 28 900 €, contre 101 300 € inscrits au budget 2024. L'arbitrage opéré a été important, sans pour autant altérer l'activité du pôle. Ces investissements se répartissent de la manière suivante :

- 4 000 € sont budgétés pour l'achat d'une machine de stéréolithographie ;
- 20 100€ pour une machine ouverte de frittage de poudre ;
- 4 800 € pour un automate.

Les investissements 2025 du pôle « Energie – informatique » s'élèvent à 201 539 €, et s'articulent principalement autour de la sécurité du bâtiment F (68 000 €) et de matériels destinés à la FISE « Energie et génie électrique » (58 977 €).

iv) Investissements au SAIC

Le montant prévisionnel des dépenses d'investissement 2025 connaît une très légère baisse par rapport à l'exercice précédent (- 46 172 €). Le montant prévisionnel porté à 982 310 € est réparti de la manière suivante :

- 682 310 € pour les dépenses d'investissement prévues dans le cadre des programmes de recherche en cours ;
- 300 000 € pour les dépenses de d'investissement prévues dans le cadre des nouveaux programmes.

Deux projets se distinguent par leur montant :

- le projet Equipex Continuum pour 340 000 € ;
- le projet BienAdom pour 150 000 €.

d) Prévisions de recettes

Les recettes sont présentées en termes de recettes encaissées (RE), pendant des crédits de paiement (CP) pour les dépenses.

On distingue les recettes globalisées des recettes fléchées qui, elles ont une utilisation prédéterminée par le financeur. Elles sont destinées à des dépenses explicitement identifiées, potentiellement réalisées sur un exercice différent de celui de leur encaissement. Quelques modifications peuvent apparaître entre la répartition de ces recettes par rapport à l'année dernière. En effet, à la suite de la mise en place

d'INFINOE² et de la nécessité de mise en qualité des données dans notre système d'information financière, cette grille d'analyse a été actualisée pour répondre aux exigences techniques du nouvel infocentre.

La principale source de financement de l'UTBM provient de la subvention pour charges de service public (SCSP). Pour le BI 2025, en l'absence de pré-notification à date, un premier calcul a été réalisé pour l'estimer. Celui-ci consistait à réaliser la moyenne entre la notification initiale et la notification intermédiaire de 2024 pour obtenir le montant de 30 702 622 € (hors COMP), soit un écart de 13 671 € en moins par rapport à 2024. Le passage de 1 à 3 jours de carence en cas d'arrêt maladie et le paiement à hauteur de 90 % des jours d'arrêts au-delà des 3 jours a conduit à une diminution complémentaire estimée de 100 000 € de la subvention pour charge de service public, qui est donc projetée à 30 602 622 €. A cela s'ajoutera le deuxième versement du Contrat d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) d'un montant de 228 000 €. Le montant final retenu est donc de 30 830 622 €.

Les recettes liées aux droits d'inscription (860 000 €) ont par ailleurs été revues légèrement à la hausse (+ 60 000 €) par rapport au budget 2024, en raison de la légère hausse du nombre d'étudiants inscrits.

Les recettes de formation continue sont en baisse, et atteignent 230 457 € (258 380 € au BI 2024) et sont basées sur une prévision du nombre de stagiaires inscrits à ces formations : nombre réel pour les cycles déjà démarrés et estimation pour les cycles à venir.

Par ailleurs, les droits d'inscription liés à la formation de styliste-prototypiste (« Esperra SBARRO ») constituent une recette importante de 174 922 €. Elle est hausse de 26 422 € par rapport au BI 2024, à la suite d'une légère augmentation du nombre d'inscriptions. Enfin, les subventions PMA pour Esperra Sbarro sont reconduites pour 2025 : 30 000 € en fonctionnement et 17 500 € en subvention d'investissement.

La recette de la taxe d'apprentissage (TA) est ré-évaluée à la hausse : 500 000 € ont été budgétés en 2025, contre 390 000 € en 2024, soit une hausse de 110 000 €. La nouvelle réglementation concernant la collecte de la TA s'avère cependant pénalisante³, les entreprises et particulièrement les gros donateurs traditionnels, versant leur TA à un nombre de bénéficiaires supérieurs qu'antérieurement à la mise en place de la plateforme Soltéa. Afin de prendre en compte cette nouvelle situation, l'UTBM a fait appel à un prestataire extérieur chargé de démarcher des entreprises dans le cadre de la collecte de la taxe d'apprentissage. Pour 2024, cette action a rapporté 75 000 € à l'établissement. L'action sera donc reconduite en 2025.

² INFINOE est le nom du nouvel infocentre des organismes publics nationaux (INformation FINAncière des Organismes de l'État). Ce projet d'application de gestion permet la centralisation des données budgétaires et comptables des opérateurs de l'État.

³ Pour mémoire, en 2019, le solde versé aux établissements de formation a été réduit de 23 % à 13 %. Les montants perçus par l'UTBM en ont alors été amenuisés. Entre 2016 et 2019, ces recettes représentaient annuellement 750 à 800 000 € ; elles ont chuté à près de 500 000 € en 2020 pour remonter aux environs de 600 000 € en 2022. En 2023, le système de versement du solde a été totalement transformé. Les versements, qui nous étaient directement transmis par les entreprises, sont dorénavant intégrés à la Déclaration sociale nominative (DSN) des entreprises et payés à l'URSSAF (principal organisme collecteur avec la MSA). Pour orienter le solde vers tel ou tel établissement éligible, les entreprises doivent maintenant opérer une étape supplémentaire non obligatoire. Elles doivent se connecter via net-entreprises.fr au nouveau site Web SOLTÉA géré par la Caisse des dépôts (CDC), gestionnaire de ces fonds suite à l'ordonnance 2021-797 du 23 juin 2021. Sur ce site Web, elles peuvent flécher x % de leur solde vers un établissement ou une formation éligible.

Les autres subventions publiques, très significatives, sont estimées à 8 574 143 €. Pour les plus notables, on recensera :

- 4 000 000 €, *via* le Conseil régional Bourgogne-Franche-Comté, dans le cadre de la réhabilitation du bâtiment Pont (site de Sevenans) ;
- 1 652 792 € de financements publics sous convention SAIC ;
- 360 000 € au titre d'UTSEUS ;
- 283 486 € de financement attribué au CRUNCH (fonctionnement du Crunch LAB et organisation du CRUNCH Time)
- 316 535 € de recettes dans le cadre du projet Mobicampus.

L'avenant au CPER concernant la « Maison du numérique » à Belfort (montant initial : 2 millions d'euros) étant en cours, il n'est donc pas inscrit au budget initial 2025.

Enfin, une perspective de 1 592 384 € de recettes propres émanent :

- de recettes provenant du pôle formation de l'UIMM, dans le cadre des formations d'ingénieur par la voie de l'apprentissage (1 150 000 €) ;
- la refacturation des fluides au CROUS (site de Sevenans) : 80 000 € ;
- la refacturation du salaire d'une personne mise à disposition d'un organisme de formation pour 51 184 € (prorata de la quotité de travail concernant cette mise à disposition).

Le montant total des recettes prévu au budget SAIC 2025 s'élève à 4 661 239 €, soit un prévisionnel en légère hausse par rapport au budget 2024 (+ 3,33 %, soit une hausse de 155 499 €).

La répartition prévisionnelle des recettes 2025, par type de financement, est la suivante :

- financements publics : 2 206 697 € ;
- financements privés : 1 694 542 € ;
- autres financements (Com, Edition, e-Boutic, etc.) : 60 000 € ;
- financements pour les programmes à venir en 2024 : 700 000 €.

L'activité partenariale se confirme encore dans le budget 2025 avec des recettes en provenance des entreprises évaluées à 1 752 291 € (soit 45 % du total des recettes prévisionnelles).

Cependant les financements publics sont en hausse et dépassent les financements privés. Ils sont estimés à 2 116 562 € et sont portés notamment par les fonds FEDER et trois projets : INTERREG Placodist ELECTRIVERT, OPTIREVE et FEDER BIENADOM (subvention prévue : 4 352 073 €) ; mais également par des fonds européens et deux projets Horizon Europe (ENERTEF, DEDIHCATED BFC).

Les recettes ANR prévisionnelles sont également importantes, du fait de plusieurs programmes en cours sur 2025 : NaWare – CIAD, OPTILAM ICB-PMDM, VOXWRITE et Chaire Calais – ICB-CO2M, MARSHALL – FEMTO-Energie.

La Région soutient toujours les activités de recherche UTBM, mais une baisse se confirme depuis quelques années. Les recettes prévisionnelles sont évaluées à 131 282 €, contre 368 992 € l'année dernière (baisse de 65 %, soit -275 741 €).

Enfin, PMA apporte toujours un soutien conséquent aux équipes de recherche UTBM (ELLIAD-ERCOS, CIAD, FEMTO-RECITS, ICBCO2M) à hauteur de 160 000 €, somme constante par rapport aux années précédentes.

Ainsi, le total globalisé des recettes s'élève à 45 942 775 €, soit une baisse de 941 982 € par rapport au BI 2024 et une baisse de 1 020 270 € au regard du BR n°1 2024. Relativement aux soldes budgétaires, c'est-à-dire à la différence entre les recettes et les dépenses financée sur un même exercice :

- il est déficitaire pour l'établissement : - 3 228 462 € ;
- il est excédentaire pour le SAIC : + 365 703 €.

3. Equilibre financier

3.1. Tableau 4 – Equilibre financier

Le tableau d'équilibre financier permet d'apprécier l'équilibre du budget soumis au vote.

Les besoins s'expriment comme suit :

- un solde budgétaire négatif de la société Etablissement : - 3 228 462 € ;
- une TVA collectée à décaisser pour les prestations de recherche : - 299 523 € ;
- des opérations pour compte de tiers décrites ci-après, notamment les bourses Erasmus et le PIA3 CMQ Mobicampus : 1 754 486 €.

Les ressources s'expriment comme suit :

- un solde budgétaire positif du SAIC : 365 703 € ;
- une TVA déductible à encaisser sur les prestations de recherche : 118 053 € ;
- des opérations pour comptes de tiers : 2 017 747 €.

Les besoins (2 054 009 €) étant inférieurs aux financements (2 135 800 €), il en résulte une variation négative de trésorerie de 81 791 €.

3.2. Tableau 5 – Opérations pour compte de tiers

Les opérations pour compte de tiers concernent :

- les bourses à la mobilité internationale Erasmus, qui ne sont plus budgétaires (seul l'organisation Erasmus l'est restée). Chaque année de lancement d'un nouveau programme Erasmus, un déséquilibre est constaté entre le financement des bourses et les recettes versées. En effet, pour un programme de deux ans, seulement 80 % de la somme est versée, les 20 % restants l'étant à la fin du programme. Ces 20 % restent donc à avancer sur la trésorerie de l'établissement. Sur le programme en cours, KA 131, il est ainsi constaté 323 144 € de décaissement pour 586 405 € d'encaissement, soit un excédent de trésorerie de 263 261 € (nouveau programme budgété en 2025 avec une avance de 80%) ;
- les aides à mobilité internationale, *via* le Conseil régional Bourgogne-Franche-Comté, équilibrées à 42 000 € ;

- l'accompagnement des porteurs d'action du programme PIA3 MOBICAMPUS⁴, à hauteur de 1 389 342 € de paiement via des appels de fonds auprès la Caisse des dépôts et consignation (CDC), pour un reversement équivalent. La partie UTBM, en tant que porteur et en tant que partenaire, n'est pas prise en compte dans le tableau 5, ces dépenses étant budgétaires (retrouvées à la fois en AE et en CP).

4 La soutenabilité du budget

4.1 Analyse des agrégats budgétaires

Ils sont destinés à permettre une analyse de la soutenabilité du budget de l'établissement.

Les restes à payer (RAP) correspondent à la différence entre les AE consommées et les paiements effectués sur ces engagements. Ils permettent, ainsi, d'évaluer les paiements qui devront intervenir sur un ou des exercices ultérieurs, compte-tenu des engagements souscrits. Ils s'élèvent à 3 596 864 €. Ce fort montant s'explique par les opérations immobilières conséquentes de l'établissement, notamment le bâtiment A à Belfort et le bâtiment Pont à Sevenans. Le paiement des factures s'étalera sur l'ensemble de l'année 2025 et se poursuivra sur 2026.

Ce montant sera nécessairement ajusté à l'occasion du compte financier 2024, et fera l'objet d'une correction dans le prochain budget rectificatif. Le solde budgétaire prévisionnel annuel est déficitaire de 2 862 759 €. Le montant du prélèvement en Fonds de roulement pour 2025 est identique. Ce solde budgétaire est un élément qui doit être analysé au regard des opérations pluriannuelles en cours (tableaux 9 et 10).

4.2. Analyse des tableaux 9 et 10 – Programmes pluriannuels et programmes de recherche

Les tableaux 9 et 10 des opérations pluriannuelles permettent d'apprécier la soutenabilité des opérations sur la durée.

Les programmes pluriannuels (PPI) sont au nombre de cinq, dont les plus importants sont la réhabilitation complète du bâtiment A, la partie partielle du bâtiment B (CRUNCH Lab) et la rénovation thermique du bâtiment Pont de Sevenans. Les programmes de recherche du tableau 9 sont ceux ayant débuté postérieurement à la mise en œuvre de la GBCP, soit 2017. Les programmes antérieurs ne sont

⁴ Le PIA3 Mobicampus est un projet porté par l'UTBM. Il repose sur trois axes complémentaires :

- créer de nouvelles formations initiales et continues pour répondre aux besoins des entreprises de la filière « Automobile et mobilités » ;
- développer et expérimenter de nouveaux outils pédagogiques pour améliorer la diffusion des connaissances et favoriser l'appropriation des compétences ;
- faire de Mobicampus l'acteur de référence pour coordonner et intensifier les interactions entre les apprenants, les formateurs et les employeurs du territoire.

Ce projet intègre 25 partenaires pour 23 actions, l'UTBM étant chef de file du consortium. Ce programme est doté d'un budget de 10 247 649 €, dont un financement de l'Etat *via* la Caisse des dépôts de 3 991 718 €. Une première avance de 20% a été allouée à l'UTBM, soit 800 000 €. Elle est redistribuée aux partenaires débutant leurs actions. Un premier appel de fonds a eu lieu pour un montant de 534 393€ pour 1 371 997 € de justifications de dépenses. Un second appel de fonds est en cours de préparation.

pas ici repris, dès lors que leur prise en compte génère des incohérences liées aux notions d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement.

a) Programmes pluriannuels

L'encours de programmes pluriannuels s'élève à 23 833 404 €, soit une hausse de 4 649 415 € par rapport au BI 2024, et sont les suivants :

- réhabilitation complète du bâtiment A : montant de l'opération porté à 11 900 000 €, (450 000 € supplémentaires d'autofinancement ont été ajoutés lors du BR 1 2024) dont 10 150 000 € de financement ont d'ores et déjà été notifiés. La livraison du bâtiment a été effectuée en 2024 mais les DGD ne sont pas encore soldées. Le montant des crédits d'engagement s'élève à 550 000 € pour 849 394 € de crédits de paiement ;
- clos couvert : le montant de l'opération est désormais de 1 368 404 €. Pour 2025, les autorisations d'engagement sont de 96 000 €, pour une estimation de 151 266 € de crédits de paiement. Les travaux 2025 s'orienteront vers la réfection des toitures terrasses du bâtiment F et des toitures à pans d'un pavillon du bâtiment Pont à Sevenans ;
- mise en accessibilité : ce suivi des tableaux 9 et 10 a été supprimé, compte-tenu de la difficulté à suivre de manière précise ce type de projet. En effet, les travaux de mise en accessibilité sont aujourd'hui inclus dans l'ensemble de travaux de réhabilitation ou de rénovation ;
- réhabilitation partielle du bâtiment B : montant de l'opération de 5 650 000 €, dont 2 000 000 € d'autofinancement et 3 650 000 € d'apport du Conseil régional Bourgogne-Franche-Comté, *via* le contrat métropolitain d'une part (1 650 000 €), *via* le PAIR d'autre part (2 000 000 €). Les crédits d'engagement sont estimés à 65 383 € pour 326 059 € de crédits de paiement. La livraison du bâtiment B ayant eu lieu en septembre 2023, ce projet devait déjà être soldé définitivement en 2024. Etant toujours dans l'attente du décompte général définitif et de la révision des prix, nous restons prudents quant à l'enveloppe de CP afin de solder ce projet ;
- rénovation énergétique du bâtiment Pont : le montant de l'opération est de 4 525 000 € financé pour 4 000 000 €, l'avenant en cours au CPER permettra le complément du financement. En 2025, sont prévus les travaux pour la Tranche 1 – toiture, ainsi que les études et le démarrage des travaux pour la tranche 2 – façades ;
- Mobilitech 2 (bâtiment M') : le budget de l'opération est porté à 390 000 €, avec 350 000 € inscrits en AE et CP pour 2025.

La mise en œuvre de ces projets pluriannuels de l'établissement requiert, au total, un prélèvement sur la trésorerie de – 5 683 404 €.

b) Programmes de recherche

Les tableaux 9 permettent de suivre deux types de programmes de recherche :

- les activités bipartites et les contrats CIFRE ;
- les programmes de recherche sur conventions.

La reprogrammation sur les années N+x ne peut avoir lieu qu'après la clôture de l'exercice, étant donné que les titres de recettes sont édités à hauteur de la dépense qu'en fin d'année, après la fermeture des commandes (le 29 novembre pour l'année 2024). Le montant des programmes de recherche en cours

est de 7 114 007 €, hors contrat commencés avant 2017. Comme évoqué précédemment, il n'est possible de suivre au tableau 9 que les programmes créés à partir de 2017.

Les contrats de recherche suivis comme des opérations pluriannuelles, représentent 4 146 683 € et les prestations et CIFRE comptent pour 2 967 324 €.

4.3. Analyse des Tableaux 6 et 7 – Soutenabilité budgétaire et tableau 11 de synthèse budgétaire et comptable

Les agrégats comptables sont destinés à présenter la situation patrimoniale de l'établissement. Le résultat prévisionnel projeté pour l'UTBM se traduit par une perte de – 1 713 137 €. Il se décompose comme suit :

- établissement : - 1 851 977 € ;
- SAIC : + 138 840 € ;

La capacité d'autofinancement (CAF) projetée pour l'UTBM est positive pour 152 187 €. Elle se décompose comme suit :

- établissement : - 189 021 € ;
- SAIC : + 341 208 € ;

Enfin, le prélèvement sur fonds de roulement s'élève à – 2 862 759 €. Il se décompose comme suit :

- établissement : - 3 228 462 € ;
- SAIC : + 365 703 € ;

La situation du fonds de roulement, s'élevant à 7 590 411 € (- 2 862 759 € par rapport au BR n°1 2024), permet d'absorber les investissements non financés par un prélèvement sur le fonds de roulement, mais également les dépenses de fonctionnement non couvertes par les recettes. De même, la trésorerie, s'élevant à 7 560 980 € (- 2 780 968 € par rapport au BR n°1 2024), marque une santé financière saine de l'établissement, bien qu'en baisse. Ce fonds de roulement représente un équivalent de 69 jours de dépenses de fonctionnement, contre 95,5 jours au BR n°1 2024.

Compte-tenu de la situation patrimoniale particulièrement difficile, ce fonds de roulement ne permet plus de poursuivre la politique d'investissements à la même hauteur d'autofinancement qu'il y a quelques années, une partie du fonds de roulement étant utilisée pour abonder le fonctionnement (fluides et inflation) et prendre en charge une partie des mesures salariales décidées par l'Etat mais compensée que partiellement ou pas du tout.

Cela obère donc fortement la politique d'investissement de l'UTBM.

Tableaux Budgétaires

Budget Initial - 2025

Tableau des emplois

Tableaux des autorisations budgétaires

Tableaux des dépenses par destination et des recettes par origine

Tableau des équilibres financiers

Tableaux des opérations pour compte de tiers

Compte de résultat et tableau de financement

Plan de trésorerie

Tableaux des recettes fléchées

Tableaux des opérations pluriannuelles agrégées

Tableaux des opérations pluriannuelles détaillées

Tableau de synthèse

| | | Emplois sous plafond Etat Compte Financier 2023 | Emplois sous plafond Etat Budget Initial 2024 | Emplois sous plafond Etat Budget Rectificatif n°1 2024 | Emplois sous plafond Etat Budget Initial 2025 | Ecart BR N°1 2024/BI 2025 | | Emplois financés hors SCSP Compte Financier 2023 | Emplois financés hors SCSP Budget Initial 2024 | Emplois financés hors SCSP Budget Rectificatif N°1 2024 | Emplois financés hors SCSP Budget Initial 2025 | Ecart BR N°1 2024/BI 2025 | | Global Compte Financier 2023 | Global Budget Initial 2024 | Global Budget Rectificatif n° 1 2024 | Global Budget Initial 2025 | Ecart BR N°1 2024/BI 2025 | |
|---|----------------|--|--|--|--|------------------------------|------------|---|---|---|---|------------------------------|------------|--|----------------------------------|--|----------------------------------|------------------------------|----------|
| Catégories d'emplois | | Nature des emplois | | En ETPT | En ETPT | En ETPT | En ETPT | En ETPT | En ETPT | En ETPT | En ETPT | En ETPT | En ETPT | En ETPT | En ETPT | En ETPT | En ETPT | En ETPT | En ETPT |
| Enseignants, enseignants- chercheurs, chercheurs | Permanents | Titulaires | 124 | 122 | 122 | 120 | - | 2 | | | | | | 124 | 122 | 122 | 120 | - | 2 |
| | | CDI | 27 | 29 | 29 | 29 | | | | | | | | 27 | 29 | 29 | 29 | | - |
| | Non permanents | CDD | 28 | 31 | 31 | 31 | | | 4 | 1 | 1 | 3 | 2 | 31 | 32 | 32 | 34 | | 2 |
| S/total EC | | | 179 | 182 | 182 | 180 | - | 2 | 4 | 1 | 1 | 3 | 2 | 183 | 183 | 183 | 183 | - | - |
| Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS | | | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| BIATSS | Permanents | Titulaires | 93 | 95 | 95 | 92 | - | 3 | | | | | | 93 | 95 | 95 | 92 | - | 3 |
| | | CDI | 31 | 29 | 29 | 30 | | | 14 | 18 | 18 | 15 | - | 3 | 45 | 47 | 47 | 45 | - |
| | Non permanents | CDD | 30 | 31 | 31 | 37 | | | 32 | 47 | 40 | 48 | 8 | 62 | 78 | 71 | 85 | | 14 |
| S/total Biatoss | | | 154 | 155 | 155 | 159 | 4 | 46 | 65 | 58 | 63 | 5 | 200 | 220 | 213 | 222 | 9 | 9 | |
| Totaux | | | 333 | 337 | 337 | 339 | 2 | 49 | 66 | 59 | 66 | 7 | 383 | 403 | 396 | 405 | 9 | 9 | |
| Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat | | | 357 | 357 | 357 | 357 | 357 | | | | | | | Plafond global des emplois voté par le CA | | | | | |

(4)

Le total des emplois du budget initial 2025 de 405 ETPT correspond au plafond d'emplois global 2025, qui sera soumis au vote par le CA.

UTBM

| Dépenses | | | | | | |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | AE | | | CP | | |
| | BI 2024 | BR 1 2024 | BI 2025 | BI 2024 | BR 1 2024 | BI 2025 |
| Personnel | 30 606 177 | 30 306 177 | 31 391 736 | 30 606 177 | 30 306 177 | 31 391 736 |
| <i>dont contributions employeur au CAS Pension</i> | 7 121 366 | 7 056 595 | 7 257 839 | 7 121 366 | 7 056 595 | 7 257 839 |
| | - | - | - | - | - | - |
| | - | - | - | - | - | - |
| | - | - | - | - | - | - |
| Fonctionnement | 8 921 304 | 8 992 304 | 8 179 637 | 8 921 304 | 9 082 304 | 8 179 637 |
| | - | - | 812 667 | - | - | - |
| | - | - | - | - | - | - |
| | - | - | - | - | - | - |
| Investissement | 6 932 794 | 9 053 590 | 8 630 219 | 8 473 544 | 8 973 544 | 9 234 161 |
| | - | 423 371 | 423 371 | - | - | - |
| TOTAL DES DÉPENSES | 46 460 275 | 48 352 071 | 48 201 592 | 48 001 025 | 48 362 025 | 48 805 534 |
| Solde budgétaire (Excédent) | | | | - | - | - |

| Recettes | | | |
|-------------------|-------------------|-------------------|---|
| BI 2024 | BR 1 2024 | BI 2025 | |
| 39 332 318 | 39 118 992 | 38 896 528 | Recettes globalisées |
| 30 714 041 | 31 096 293 | 30 830 622 | Subvention pour charges de service public |
| 16 500 | 16 500 | 40 500 | Autres financements de l'Etat |
| 160 000 | 171 800 | 171 800 | Fiscalité affectée |
| 3 450 991 | 2 841 705 | 2 041 301 | Autres financements publics |
| 4 990 786 | 4 992 694 | 5 812 305 | Recettes propres |
| 7 552 439 | 7 844 053 | 7 046 247 | Recettes fléchées |
| 211 785 | 211 785 | - | Financements de l'Etat fléchés |
| 7 340 654 | 7 487 880 | 7 046 247 | Autres financements publics fléchés |
| - | 144 388 | - | Recettes propres fléchées |
| 46 884 757 | 46 963 045 | 45 942 775 | TOTAL DES RECETTES |
| 1 116 268 | 1 398 980 | 2 862 759 | Solde budgétaire (déficit) |

Etablissement

| Dépenses | | | | | | |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | AE | | | CP | | |
| | BI 2024 | BR 1 2024 | BI 2025 | BI 2024 | BR 1 2024 | BI 2025 |
| Personnel | 28 820 195 | 28 820 195 | 29 473 446 | 28 820 195 | 28 820 195 | 29 473 446 |
| <i>dont contributions employeur au CAS Pension</i> | 7 121 366 | 7 056 595 | 7 257 839 | 7 121 366 | 7 056 595 | 7 257 839 |
| | | | | | | |
| | | | | | | |
| Fonctionnement | 7 637 910 | 7 708 910 | 6 784 701 | 7 637 910 | 7 798 910 | 6 784 701 |
| | | | 924 209 | | | |
| | | | | | | |
| Investissement | 5 966 312 | 8 025 108 | 7 647 909 | 7 507 062 | 7 945 062 | 8 251 851 |
| | | | 377 199 | | | |
| TOTAL DES DÉPENSES | 42 424 417 | 44 554 213 | 43 906 056 | 43 965 167 | 44 564 167 | 44 509 998 |
| Solde budgétaire (Excédent) | | | | - | - | - |

| Recettes | | | |
|-------------------|-------------------|-------------------|---|
| BI 2024 | BR 1 2024 | BI 2025 | |
| 36 810 643 | 36 597 317 | 35 689 461 | Recettes globalisées |
| 30 714 041 | 31 096 293 | 30 830 622 | Subvention pour charges de service public |
| 16 500 | 16 500 | 40 500 | Autres financements de l'Etat |
| 160 000 | 171 800 | 171 800 | Fiscalité affectée |
| 2 845 622 | 2 236 336 | 1 288 776 | Autres financements publics |
| 3 074 480 | 3 076 388 | 3 357 763 | Recettes propres |
| 5 568 374 | 5 859 988 | 5 592 075 | Recettes fléchées |
| 211 785 | 211 785 | - | Financements de l'Etat fléchés |
| 5 356 589 | 5 592 674 | 5 592 075 | Autres financements publics fléchés |
| - | 55 529 | - | Recettes propres fléchées |
| 42 379 017 | 42 457 305 | 41 281 536 | TOTAL DES RECETTES |
| 1 586 150 | 2 106 862 | 3 228 462 | Solde budgétaire (déficit) |

SAIC

| Dépenses | | | | | | |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | AE | | | CP | | |
| | BI 2024 | BR 1 2024 | BI 2025 | BI 2024 | BR 1 2024 | BI 2025 |
| Personnel | 1 785 982 | 1 485 982 | 1 918 290 | 1 785 982 | 1 485 982 | 1 918 290 |
| <i>dont contributions employeur au CAS Pension</i> | | - | | | - | |
| | - | - | | - | - | |
| | - | - | | - | - | |
| | - | - | | - | - | |
| Fonctionnement | 1 283 394 | 1 283 394 | 1 394 936 | 1 283 394 | 1 283 394 | 1 394 936 |
| | | | 111 542 | | | |
| | | | | | | |
| Investissement | 966 482 | 1 028 482 | 982 310 | 966 482 | 1 028 482 | 982 310 |
| | | | 46 172 | | | |
| TOTAL DES DÉPENSES | 4 035 858 | 3 797 858 | 4 295 536 | 4 035 858 | 3 797 858 | 4 295 536 |
| Solde budgétaire (Excédent) | | | | 469 882 | 707 882 | 365 703 |

| Recettes | | | |
|------------------|------------------|------------------|---|
| BI 2024 | BR 1 2024 | BI 2025 | |
| 2 521 675 | 2 521 675 | 3 207 067 | Recettes globalisées |
| - | - | | Subvention pour charges de service public |
| - | - | | Autres financements de l'Etat |
| - | - | | Fiscalité affectée |
| 605 369 | 605 369 | 752 525 | Autres financements publics |
| 1 916 306 | 1 916 306 | 2 454 542 | Recettes propres |
| 1 984 065 | 1 984 065 | 1 454 172 | Recettes fléchées |
| - | - | | Financements de l'Etat fléchés |
| 1 984 065 | 1 895 206 | 1 454 172 | Autres financements publics fléchés |
| | 88 859 | - | Recettes propres fléchées |
| 4 505 740 | 4 505 740 | 4 661 239 | TOTAL DES RECETTES |
| - | - | - | Solde budgétaire (déficit) |

| Budget | Recettes de l'organisme | | | | | | | | |
|---|---|-------------------------------|--------------------|-----------------------------|------------------|-------------------------------|-------------------------------------|---------------------------|-------------------|
| | Recettes globalisées | | | | | Recettes fléchées | | | Total |
| | Subvention pour charges de service public | Autres financements de l'Etat | Fiscalité affectée | Autres financements publics | Recettes propres | Financement de l'Etat fléchés | Autres financements publics fléchés | Recettes propres fléchées | |
| Subvention pour charges de service public | 30 830 622 | | | | | | | | 30 830 622 |
| Droits d'inscription | | | | | 860 000 | | | | 860 000 |
| Formation continue, diplômes propres et VAE | | | | | 405 379 | | | | 405 379 |
| Taxe d'apprentissage | | | | | 500 000 | | | | 500 000 |
| Contrats et prestations de recherche hors ANR | | | | | | | | | 0 |
| Valorisation | | | | | 2 328 792 | | | | 2 328 792 |
| ANR investissements d'avenir | | | | 340 000 | | | 22700 | | 362 700 |
| ANR hors investissements d'avenir | | | | 47 764 | | | 249 010 | | 296 774 |
| Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région | | | | 107 015 | | | 5 298 942 | | 5 405 957 |
| Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne | | | | 57 130 | | | 900 166 | | 957 296 |
| Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres | | 40 500 | | 1 478 452 | 30 000 | | 575 429 | | 2 124 381 |
| Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs | | | | | | | | | 0 |
| Autres recettes | | | 171 800 | 10 940 | 1 688 134 | | | | 1 870 874 |
| Total | 30 830 622 | 40 500 | 171 800 | 2 041 301 | 5 812 305 | 0 | 7 046 247 | 0 | 45 942 775 |

Equilibre financier

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau de l'équilibre financier

| Besoins (utilisation des financements) | BI 2024 | BR 1 2024 | BI 2025 |
|---|------------------|------------------|------------------|
| Solde budgétaire (déficit) | 1 116 268 | 1 398 980 | 2 862 759 |
| dont solde budgétaire budget : Etablissement | 1 586 150 | 2 106 862 | 3 228 462 |
| dont solde budgétaire budget : SAIC | | - | - |
| Remboursements d'emprunts (capital) | | | |
| Nouveaux prêts (capital) | | | |
| Dépôts et cautionnements | | | |
| Opérations au nom et pour le compte de tiers (décaissements de l'exercice) | 473 011 | 1 100 957 | 299 523 |
| Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires) | 2 481 647 | 5 716 134 | 1 754 486 |
| Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme | 4 070 926 | 8 216 071 | 4 916 768 |
| ABONDEMENT de la trésorerie | - | - | - |
| dont Abondement de la trésorerie fléchée | | | - |
| dont Abondement de la trésorerie disponible (non fléchée) | | | - |
| TOTAL DES BESOINS | 4 070 926 | 8 216 071 | 4 916 768 |

Tableau 4

| BI 2024 | BR 1 2024 | BI 2025 | Financements (couverture des besoins) |
|------------------|------------------|------------------|--|
| - | - | - | Solde budgétaire (excédent) |
| 469 882 | 707 882 | 365 703 | Etablissement SAIC |
| | | | Nouveaux emprunts (capital) Remboursements de prêts (capital) Dépôts et cautionnements |
| 283 932 | 604 933 | 118 053 | Opérations au nom et pour le compte de tiers (encaissements de l'exercice) |
| 2 261 855 | 3 289 592 | 2 017 747 | Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires) |
| 2 545 787 | 3 894 525 | 2 135 800 | Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme |
| 1 525 139 | 4 321 546 | 2 780 968 | PRELEVEMENT de la trésorerie |
| 998 959 | 43 215 | 433 176 | dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée |
| 526 180 | 4 278 332 | 2 347 792 | dont Prélèvement sur la trésorerie disponible (non fléchée) |
| 4 070 926 | 8 216 071 | 4 916 768 | TOTAL DES FINANCEMENTS |

(soumis au vote de l'organe délibérant)

| Charges | BI 2024 | BR 1 2024 | BI 2025 |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|
| Personnel | 30 606 177 | 30 306 177 | 31 391 736 |
| <i>dont charges de pensions civiles*</i> | 6 517 656 | 6 517 656 | 7 257 839 |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention | 13 023 762 | 12 922 603 | 12 064 729 |
| | - | - | |
| Total des charges (1) | 43 629 939 | 43 228 780 | 43 456 465 |
| Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1) | - | - | - |
| TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4) | 43 629 939 | 43 228 780 | 41 859 903 |

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

| Produits | BI 2024 | BR 1 2024 | BI 2025 |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|
| Subventions de l'Etat | 30 714 041 | 31 112 793 | 30 830 622 |
| Fiscalité affectée | 160 000 | 171 800 | 171 800 |
| Autres subventions | 3 532 889 | 3 670 072 | 3 270 956 |
| Autres produits | 7 582 071 | 7 353 523 | 7 469 950 |
| Total des produits (2) | 41 989 001 | 42 308 188 | 41 743 328 |
| Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2) | 1 640 938 | 920 592 | 1 713 137 |
| TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4) | 40 075 893 | 43 228 780 | 43 456 465 |

| Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF) | BI 2024 | BR 1 2024 | BI 2025 |
|--|----------------|----------------|----------------|
| Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4)) | - 1 640 938 | - 920 592 | - 1 713 137 |
| + (C 68) dotations aux amortissements, dépréciations et provisions | 4 102 458 | 3 840 299 | 3 885 092 |
| - (C 781) reprises sur amortissements, dépréciations et provisions | - | - | - |
| + (C 656) valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés | - | - | - |
| - (C 756) produits de cession d'éléments d'actifs | - | - | - |
| -(C 7542) apports virés au compte de résultat | | | - |
| - (C 7813) quote-part reprise financement rattaché actif | 2 301 805 | 1 928 357 | 2 019 768 |
| = CAF ou IAF* | 159 715 | 991 350 | 152 187 |

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement 1713137

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

| EMPLOIS | BI 2024 | BR 1 2024 | BI 2025 |
|--------------------------------------|------------------|------------------|------------------|
| Insuffisance d'autofinancement* | - | - | - |
| | | | |
| Investissements | 8 473 544 | 8 973 544 | 9 234 161 |
| | | | |
| Remboursement des dettes financières | | | |
| Total des Emplois | 8 473 544 | 8 973 544 | 9 234 161 |
| Apport au Fonds de Roulement | - | - | - |

| RESSOURCES | BI 2024 | BR 1 2024 | BI 2025 |
|--|------------------|------------------|------------------|
| Capacité d'autofinancement* | 159 715 | 991 350 | 152 187 |
| Financement de l'actif par l'État | 399 285 | 399 285 | - |
| Financement de l'actif par des tiers autres que l'État | 6 627 755 | 6 013 409 | 6 219 215 |
| Autres ressources | 170 520 | 170 520 | - |
| Augmentation des dettes financières | | - | - |
| Total des Ressources | 7 357 275 | 7 574 564 | 6 371 402 |
| Prélèvement sur Fonds de Roulement | 1 116 269 | 1 398 980 | 2 862 759 |

Nbre de de jours de FDR 69,05

| Indicateurs | BI 2024 | BR 1 2024 | BI 2025 |
|---|-------------|-------------|-------------|
| VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8) | - 1 116 269 | - 1 398 980 | - 2 862 759 |
| Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT | 408 870 | 2 922 567 | - 81 791 |
| Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou RELEVEMENT (II) | - 1 525 139 | - 4 321 547 | - 2 780 968 |
| Niveau du FONDS DE ROULEMENT | 8 920 814 | 10 453 170 | 7 590 411 |
| Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT | - 1 945 656 | 111 222 | 29 431 |
| Niveau de la TRESORERIE | 10 866 470 | 10 341 948 | 7 560 980 |

Tableau 6 : Situation patrimoniale
(soumis au vote de l'organe délibérant)

Etablissement

| Charges | BI 2024 | BR 1 2024 | BI 2025 |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|
| Personnel | 28 820 195 | 28 820 195 | 29 473 446 |
| <i>dont charges de pensions civiles*</i> | 6 517 656 | 6 517 656 | 6 517 656 |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention | 10 859 591 | 10 733 586 | 9 843 954 |
| | | | |
| Total des charges (1) | 39 679 786 | 39 553 781 | 39 317 400 |
| <i>Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)</i> | - | - | - |
| TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4) | 39 679 786 | 39 553 781 | 39 317 400 |

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

| Produits | BI 2024 | BR 1 2024 | BI 2025 |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|
| Subventions de l'Etat | 30 714 041 | 31 112 793 | 30 830 622 |
| Fiscalité affectée | 160 000 | 171 800 | 171 800 |
| Autres subventions | 2 236 917 | 2 374 100 | 1 696 001 |
| Autres produits | 4 721 043 | 4 444 889 | 4 767 000 |
| Total des produits (2) | 37 832 001 | 38 103 582 | 37 465 423 |
| <i>Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)</i> | 1 847 785 | 1 450 199 | 1 851 977 |
| TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4) | 39 679 786 | 39 553 781 | 39 317 400 |

| Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF) | BI 2024 | BR 1 2024 | BI 2025 |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|
| Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4)) | - 1 847 785 | - 1 450 199 | - 1 851 977 |
| + (C 68) dotations aux amortissements, dépréciations et provisions | 3 221 681 | 2 934 676 | 3 059 253 |
| - (C 781) reprises sur amortissements, dépréciations et provisions | - | - | - |
| + (C 656) valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés | - | - | - |
| - (C 756) produits de cession d'éléments d'actifs | - | - | - |
| -(C 7542) apports virés au compte de résultat | | | |
| - (C 7813) quote-part reprise financement rattaché actif | 1 646 563 | 1 225 509 | 1 396 297 |
| = CAF ou IAF* | - 272 667 | 258 968 | - 189 021 |

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

| EMPLOIS | BI 2024 | BR 1 2024 | BI 2025 |
|--------------------------------------|------------------|------------------|------------------|
| Insuffisance d'autofinancement* | 272 667 | - | 189 021 |
| | | | |
| Investissements | 7 507 062 | 7 945 062 | 8 251 851 |
| | | | |
| Remboursement des dettes financières | | | |
| Total des Emplois | 7 779 729 | 7 945 062 | 8 440 872 |
| Apport au Fonds de Roulement | - | - | - |

| RESSOURCES | BI 2024 | BR 1 2024 | BI 2025 |
|--|------------------|------------------|------------------|
| Capacité d'autofinancement* | - | 258 968 | - |
| Financement de l'actif par l'État | 211 785 | 211 785 | |
| Financement de l'actif par des tiers autres que l'État | 5 981 793 | 5 367 447 | 5 212 410 |
| Autres ressources | | | |
| Augmentation des dettes financières | | | |
| Total des Ressources | 6 193 578 | 5 838 200 | 5 212 410 |
| Prélèvement sur Fonds de Roulement | 1 586 151 | 2 106 862 | 3 228 462 |

Tableau 6 : Situation patrimoniale
(soumis au vote de l'organe délibérant)

SAIC

| Charges | BI 2024 | BR 1 2024 | BI 2025 |
|---|------------------|------------------|------------------|
| Personnel | 1 785 982 | 1 485 982 | 1 918 290 |
| <i>dont charges de pensions civiles*</i> | | | |
| Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention | 2 164 171 | 2 189 017 | 2 220 775 |
| | | | |
| Total des charges (1) | 3 950 153 | 3 674 999 | 4 139 065 |
| <i>Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)</i> | <i>206 847</i> | <i>529 607</i> | <i>138 840</i> |
| TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4) | 4 157 000 | 4 204 606 | 4 277 905 |

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

| Produits | BI 2024 | BR 1 2024 | BI 2025 |
|---|------------------|------------------|------------------|
| Subventions de l'Etat | - | - | - |
| Fiscalité affectée | - | - | - |
| Autres subventions | 1 295 972 | 1 295 972 | 1 574 955 |
| Autres produits | 2 861 028 | 2 908 634 | 2 702 950 |
| | | | |
| Total des produits (2) | 4 157 000 | 4 204 606 | 4 277 905 |
| <i>Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)</i> | <i>-</i> | <i>-</i> | <i>-</i> |
| TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4) | 4 157 000 | 4 204 606 | 4 277 905 |

| Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF) | BI 2024 | BR 1 2024 | BI 2025 |
|---|----------------|----------------|----------------|
| Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4)) | 206 847 | 529 607 | 138 840 |
| + (C 68) dotations aux amortissements, dépréciations et provisions | 880 777 | 905 623 | 825 839 |
| - ((C 781) reprises sur amortissements, dépréciations et provisions | - | - | - |
| + (C 656) valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés | - | - | - |
| - (C 756) produits de cession d'éléments d'actifs | - | - | - |
| -(C 7542) apports virés au compte de résultat | | | |
| - (C 7813) quote-part reprise financement rattaché actif | 655 242 | 702 848 | 623 471 |
| = CAF ou IAF* | 432 382 | 732 382 | 341 208 |

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

| EMPLOIS | BI 2024 | BR 1 2024 | BI 2025 |
|--------------------------------------|----------------|------------------|----------------|
| Insuffisance d'autofinancement* | - | - | - |
| | | | |
| Investissements | 966 482 | 1 028 482 | 982 310 |
| | | | |
| Remboursement des dettes financières | | | |
| | | | |
| Total des Emplois | 966 482 | 1 028 482 | 982 310 |
| Apport au Fonds de Roulement | 469 882 | 707 882 | 365 703 |

| RESSOURCES | BI 2024 | BR 1 2024 | BI 2025 |
|--|------------------|------------------|------------------|
| Capacité d'autofinancement* | 432 382 | 732 382 | 341 208 |
| Financement de l'actif par l'État | 187 500 | 187 500 | |
| Financement de l'actif par des tiers autres que l'État | 645 962 | 645 962 | 1 006 805 |
| Autres ressources | 170 520 | 170 520 | |
| Augmentation des dettes financières | | | |
| | | | |
| Total des Ressources | 1 436 364 | 1 736 364 | 1 348 013 |
| Prélèvement sur Fonds de Roulement | - | - | - |

Tableau 7

Plan de trésorerie BI 2024

| | janvier | février | mars | avril | mai | juin | juillet | août | septembre | octobre | novembre | décembre | TOTAL Variation de la trésorerie annuelle |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|-------------------|--------------------|--------------------|-------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-------------------|--------------------|--|
| SOLDE INITIAL (début de mois) | 10 341 947 | 7 972 161 | 5 768 630 | 2 630 322 | 15 412 820 | 12 096 009 | 8 496 235 | 16 497 124 | 14 502 733 | 12 191 255 | 9 671 604 | 10 916 890 | |
| <i>dont placements</i> | | | | | | | | | | | | | |
| ENCAISSEMENTS | | | | | | | | | | | | | |
| Recettes budgétaires globalisées | 374 739 | 653 721 | 295 834 | 16 320 659 | 1 227 530 | 339 691 | 11 509 989 | 317 828 | 891 027 | 1 597 882 | 5 031 310 | 336 318 | 38 896 528 |
| Subvention pour charges de service public | | - | - | 15 595 220 | - | - | 10 685 508 | - | - | - | 4 549 894 | - | 30 830 622 |
| Autres financements de l'Etat | - | - | - | 24 000 | | 14 500 | - | - | - | | 2 000 | | 40 500 |
| Fiscalité affectée | 100 000 | - | - | - | - | - | 71 800 | - | - | | | | 171 800 |
| Autres financements publics | 83 660 | 237 070 | 67 087 | 252 375 | 819 863 | 65 114 | 127 808 | 86 726 | 227 480 | 38 101 | 15 000 | 21 018 | 2 041 301 |
| Recettes propres | 191 079 | 416 651 | 228 747 | 449 064 | 407 667 | 260 078 | 624 873 | 231 101 | 663 547 | 1 559 781 | 464 416 | 315 300 | 5 812 305 |
| Recettes budgétaires fléchées | 305 000 | 705 000 | 1 005 910 | 1 100 000 | 305 000 | 305 000 | 305 000 | 675 337 | 305 000 | 1 425 000 | 305 000 | 305 000 | 7 046 247 |
| Financements de l'Etat fléchés | | | | | | | | | | | | | - |
| Autres financements publics fléchés | 305 000 | 705 000 | 1 005 910 | 1 100 000 | 305 000 | 305 000 | 305 000 | 675 337 | 305 000 | 1 425 000 | 305 000 | 305 000 | 7 046 247 |
| Recettes propres fléchées | | | | | | | | | | | | | - |
| Opérations non budgétaires | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Emprunts : encaissements en capital | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Prêts : encaissements en capital | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dépôts et cautionnements | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Opérations gérées en compte de tiers | 52 367 | 63 099 | 63 099 | 63 099 | 63 099 | 63 099 | 63 099 | 63 099 | 1 452 441 | 63 099 | 63 099 | 63 099 | 2 135 800 |
| TVA encaissée | - | 10 732 | 10 732 | 10 732 | 10 732 | 10 732 | 10 732 | 10 732 | 10 732 | 10 732 | 10 732 | 10 732 | 118 053 |
| Autres encaissements d'opérations gérées en compte de tiers | 52 367 | 52 367 | 52 367 | 52 367 | 52 367 | 52 367 | 52 367 | 52 367 | 1 441 709 | 52 367 | 52 367 | 52 367 | 2 017 747 |
| TOTAL | 732 106 | 1 421 821 | 1 364 843 | 17 483 758 | 1 595 630 | 707 791 | 11 878 088 | 1 056 264 | 2 648 468 | 3 085 981 | 5 399 409 | 704 417 | 48 078 575 |
| DECAISSEMENTS | | | | | | | | | | | | | |
| Enveloppes hors recettes fléchées | 2 922 338 | 3 406 542 | 3 842 223 | 3 359 114 | 3 797 368 | 3 349 688 | 3 596 617 | 2 837 506 | 3 136 748 | 3 355 197 | 3 908 975 | 3 813 797 | 41 326 111 |
| Personnel | 2 564 774 | 2 564 774 | 2 564 774 | 2 564 774 | 2 564 774 | 2 564 774 | 2 564 774 | 2 564 774 | 2 564 774 | 2 564 774 | 2 564 774 | 2 564 774 | 30 777 294 |
| Fonctionnement | 228 726 | 612 725 | 991 146 | 593 928 | 866 167 | 613 132 | 794 170 | 152 484 | 457 452 | 441 133 | 1 029 267 | 905 459 | 7 685 791 |
| Investissement | 128 837 | 229 042 | 286 302 | 200 412 | 366 426 | 171 782 | 237 672 | 120 247 | 114 521 | 349 289 | 314 933 | 343 563 | 2 863 026 |
| Dépenses sur recettes fléchées | 149 125 | 161 152 | 603 270 | 1 284 487 | 1 057 415 | 900 219 | 222 924 | 155 491 | 376 198 | 2 192 777 | 187 491 | 188 872 | 7 479 423 |
| Personnel | 51 204 | 51 204 | 51 204 | 51 204 | 51 204 | 51 204 | 51 204 | 51 204 | 51 204 | 51 204 | 51 204 | 51 204 | 614 442 |
| Fonctionnement | 41 154 | 41 154 | 41 154 | 41 154 | 41 154 | 41 154 | 41 154 | 41 154 | 41 154 | 41 154 | 41 154 | 41 154 | 493 846 |
| Investissement | 56 768 | 68 795 | 510 913 | 1 192 130 | 965 058 | 807 861 | 130 567 | 63 134 | 283 841 | 2 100 420 | 95 134 | 96 515 | 6 371 135 |
| Opérations non budgétaires | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Emprunts : remboursements en capital | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Prêts : décaissements en capital | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dépôts et cautionnements | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Opérations gérées en compte de tiers | 30 429 | 57 658 | 57 658 | 57 658 | 57 658 | 57 658 | 57 658 | 57 658 | 1 447 000 | 57 658 | 57 658 | 57 658 | 2 054 009 |
| TVA décaissée | - | 27 229 | 27 229 | 27 229 | 27 229 | 27 229 | 27 229 | 27 229 | 27 229 | 27 229 | 27 229 | 27 229 | 299 523 |
| Autres décaissements d'opérations gérées en compte de tiers | 30 429 | 30 429 | 30 429 | 30 429 | 30 429 | 30 429 | 30 429 | 30 429 | 1 419 771 | 30 429 | 30 429 | 30 429 | 1 754 486 |
| TOTAL | 3 101 892 | 3 625 352 | 4 503 151 | 4 701 260 | 4 912 441 | 4 307 565 | 3 877 199 | 3 050 655 | 4 959 946 | 5 605 632 | 4 154 124 | 4 060 327 | 50 859 543 |
| SOLDE DU MOIS | - 2 369 786 | - 2 203 532 | - 3 138 308 | 12 782 498 | - 3 316 811 | - 3 599 774 | 8 000 889 | - 1 994 391 | - 2 311 478 | - 2 519 651 | 1 245 285 | - 3 355 910 | - 2 780 967 |
| SOLDE CUMULE | 7 972 161 | 5 768 630 | 2 630 322 | 15 412 820 | 12 096 009 | 8 496 235 | 16 497 124 | 14 502 733 | 12 191 255 | 9 671 604 | 10 916 890 | 7 560 980 | |
| | | | | | | | | | | | | | <i>dont trésorerie fléchée</i> - 433 176 |
| | | | | | | | | | | | | | <i>dont trésorerie sur op. non budgétaires</i> 81 791 |
| | | | | | | | | | | | | | <i>dont trésorerie sur op. budgétaires</i> - 2 862 758 |

2 780 967

Opérations liées aux recettes fléchées

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

| | N-1 non dénoué | BI 2025 | N+1 | N+2 | N+3 | N+4 |
|--|-------------------|------------------|-----|-----|-----|-----|
| Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice | | | | | | |
| Recettes fléchées | 7 699 665 | 7 046 247 | - | - | - | - |
| Financements de l'Etat fléchés | 211 785 | - | - | - | - | - |
| Autres financements publics fléchés | 7 487 880 | 7 046 247 | - | - | - | - |
| Recettes propres fléchées | | - | - | - | - | - |
| Dépenses sur recettes fléchées | 8 422 610 | 7 479 423 | - | - | - | - |
| Personnel (AE=CP) | 104 615 | 614 442 | | | | |
| <i>AE</i> | 104 615 | 614 442 | | | | |
| <i>CP</i> | 104 615 | 614 442 | | | | |
| Fonctionnement et intervention | 178 973 | 493 846 | | | | |
| <i>AE</i> | 178 973 | 493 846 | | | | |
| <i>CP</i> | 178 973 | 493 846 | | | | |
| Investissement | 8 139 022 | 6 371 135 | | | | |
| <i>AE</i> | 8 139 022 | 5 676 810 | | | | |
| <i>CP</i> | 8 139 022 | 6 371 135 | | | | |
| | | - | | | | |
| Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées | - 722 945 | - 433 176 | - | - | - | - |

Tab 9 : Programmes de recherche agrégées

2025

Dépenses

| Opérations | Montant de l'opération | Autorisations d'engagement | | | | | Crédits de paiement | | | | | Restes | | |
|------------------------------------|---|----------------------------|------------------|--------------------------------|-------------------------|----------------|---------------------|------------------|--------------------------------|-----------------------|----------------|---------------------------|--|----------|
| | | AE ouvertes < N | Conso AE < N | Reportis ou Reprogrammations N | AE nouvelles ouvertes N | Total AE N | CP ouverts < N | Conso CP < N | Reportis ou Reprogrammations N | CP nouveaux ouverts N | Total CP N | Restes à engager > N (AE) | Restes à payer > N sur AE consommées <= N (CP) | |
| 5719H22C1501 | EQUIPEX - CONTINUUM | 380 000 | 50 000 | 0 | 50 000 | 290 000 | 340 000 | 50 000 | 0 | 50 000 | 290 000 | 340 000 | 40 000 | 0 |
| 5719-22C2002 | AAP Région 2022 ANER : SF@WRK - Safe at Work - Fonctionnement | 46 500 | 43 059 | 16 982 | 18 296 | 0 | 18 296 | 43 059 | 16 982 | 26 077 | 0 | 18 296 | 11 222 | 0 |
| 5719H23C3001 | INTERREG Placodist | 87 043 | 28 500 | 13 382 | 15 118 | 29 882 | 45 000 | 28 500 | 13 382 | 29 882 | 45 000 | 28 661 | 0 | 0 |
| 5719-21N2801 | Reliquat DU Ergo | 16 500 | 15 000 | 11 911 | 3 089 | 1 411 | 4 500 | 15 000 | 11 911 | 3 089 | 0 | 4 500 | 89 | 0 |
| 5717H18C2601 | Contrat d'accompagnement CIFRE HTI | 27 125 | 10 808 | 8 808 | 2 000 | 0 | 2 000 | 10 808 | 8 808 | 2 764 | 0 | 2 764 | 16 317 | 0 |
| 5717-22C1901 | AAP Région 2022 Amorceage : LOST-CoRoNa - Investissement | 16 167 | 16 167 | 16 167 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 16 167 | 16 167 | 0 | 0 | 0 |
| 5717-22C1902 | AAP Région 2022 Amorceage : LOST-CoRoNa - Fonctionnement | 9 412 | 8 526 | 8 502 | 24 | 0 | 24 | 8 526 | 7 640 | 886 | 0 | 886 | 886 | 0 |
| 5717-22C2601 | Reliquat SAFER-LC | 82 771 | 24 400 | 3 956 | 20 444 | 3 056 | 23 500 | 24 400 | 3 956 | 20 444 | 3 056 | 23 500 | 55 315 | 0 |
| 5717H23E0501 | DEDICATED BFC | 79 000 | 34 479 | 27 441 | 7 038 | 1 352 | 8 390 | 34 479 | 27 441 | 7 038 | 1 352 | 8 390 | 43 169 | 0 |
| 5717-23C0801 | TECTONIC | 92 840 | 48 322 | 34 962 | 13 360 | 33 032 | 46 392 | 48 322 | 34 962 | 13 360 | 33 032 | 46 392 | 11 486 | 0 |
| 5717-23C2001 | AAP Région 2023 envurgure : DLDBB Investissement | 15 000 | 0 | 0 | 0 | 15 000 | 15 000 | 0 | 0 | 15 000 | 15 000 | 0 | 0 | 0 |
| 5717-23C2002 | AAP Région 2023 envurgure : DLDBB Fonctionnement | 18 800 | 18 800 | 0 | 18 800 | 0 | 18 800 | 18 800 | 0 | 18 800 | 0 | 18 800 | 0 | 0 |
| 5717H24C0201 | ANR 2023 : NavWare | 210 496 | 4 861 | 4 861 | 0 | 66 004 | 66 004 | 4 861 | 4 861 | 0 | 66 004 | 66 004 | 139 631 | 0 |
| A définir | 5716 | 9 278 | 0 | 0 | 0 | 4 500 | 4 500 | 0 | 0 | 4 500 | 4 500 | 4 778 | 0 | 0 |
| A définir | AAP Région 2024 N12R - Fonctionnement | 18 800 | 0 | 0 | 0 | 18 800 | 18 800 | 0 | 0 | 18 800 | 18 800 | 0 | 0 | 0 |
| 5716H20C1101 | DECLIC | 208 241 | 206 636 | 171 601 | 35 035 | 0 | 35 035 | 206 636 | 171 601 | 35 066 | 0 | 35 066 | 1 605 | 0 |
| 5716-21A1001 | Recettes formation continue | 15 000 | 12 191 | 9 191 | 3 000 | 0 | 3 000 | 12 191 | 9 072 | 3 119 | 0 | 3 119 | 2 809 | 0 |
| 5716-23C2101 | AAP Région 2023 ANER : MONUMENT - Investissement | 32 000 | 32 000 | 27 000 | 5 000 | 0 | 5 000 | 32 000 | 27 000 | 5 000 | 0 | 5 000 | 0 | 0 |
| 5716-23C2102 | AAP Région 2023 ANER : MONUMENT - Fonctionnement | 12 000 | 9 000 | 2 209 | 6 791 | 1 209 | 8 000 | 9 000 | 6 791 | 1 209 | 8 000 | 1 791 | 0 | 0 |
| 5716H24C1101 | ANR 2023 OPTILAM | 114 000 | 2 000 | 462 | 1 539 | 40 545 | 42 083 | 2 000 | 462 | 1 539 | 40 545 | 42 083 | 71 456 | 0 |
| 5702H21C1301 | Etude TENNECO | 19 375 | 17 375 | 15 861 | 1 514 | 486 | 2 000 | 15 862 | 15 862 | 0 | 2 000 | 2 000 | 1 514 | 0 |
| 5715-20C1901 | Contrat ISL | 8 970 | 2 566 | 566 | 2 000 | 0 | 2 000 | 2 566 | 320 | 2 246 | 0 | 2 246 | 6 404 | 0 |
| 5715-23C2401 | Crédits recherche IUF | 72 000 | 5 102 | 5 050 | 52 | 9 948 | 10 000 | 5 102 | 5 050 | 52 | 9 948 | 10 000 | 56 950 | 0 |
| 5715-23C2501 | contrat accompagnement thèse - Elodie Dancercel | 11 625 | 0 | 0 | 0 | 2 500 | 2 500 | 0 | 0 | 2 500 | 2 500 | 9 125 | 0 | 0 |
| 5715H24C1001 | AAP ANR 2023 : VOXWRITE | 189 000 | 57 745 | 25 195 | 32 550 | 37 110 | 69 660 | 57 745 | 25 195 | 32 550 | 37 110 | 69 660 | 94 145 | 0 |
| 5715-24C1601 | Chaire professeur junior Théo Calais | 200 000 | 40 221 | 29 349 | 10 872 | 49 616 | 60 488 | 40 221 | 29 349 | 10 872 | 49 616 | 60 488 | 110 163 | 0 |
| A définir | AAP Région 2024 NUMEFA - Investissement | 21 600 | 0 | 0 | 0 | 10 000 | 10 000 | 0 | 0 | 10 000 | 10 000 | 11 600 | 0 | 0 |
| A définir | AAP Région 2024 NUMEFA - Fonctionnement | 20 400 | 0 | 0 | 0 | 5 000 | 5 000 | 0 | 0 | 5 000 | 5 000 | 15 400 | 0 | 0 |
| 5B15001PR-03 | SNCF | 62 735 | 38 266 | 38 266 | 0 | 3 000 | 3 000 | 38 266 | 38 266 | 0 | 3 000 | 3 000 | 21 469 | 0 |
| 5B15001PR-04 | Etudes CEM | 10 171 | 7 671 | 7 671 | 0 | 2 500 | 2 500 | 7 671 | 7 671 | 0 | 2 500 | 2 500 | 0 | 0 |
| 5711-19C3501 | Reliquats Fei Gao | 142 529 | 93 233 | 77 784 | 15 449 | 15 004 | 30 453 | 93 233 | 77 784 | 15 449 | 15 004 | 30 453 | 34 292 | 0 |
| 5711-21C0101 | Contrats IEEE | 483 000 | 325 500 | 284 075 | 41 475 | 79 451 | 120 926 | 320 945 | 284 075 | 36 870 | 84 056 | 120 926 | 77 999 | 0 |
| 5711H21P2301 | Encadrement de thèse SIEMENS | 34 875 | 32 021 | 30 868 | 1 153 | 2 854 | 4 007 | 32 021 | 30 867 | 1 154 | 2 854 | 4 008 | 0 | 0 |
| 5711-22A2201 | Reliquats formations PaC BREAZ | 3 580 | 0 | 0 | 0 | 1 000 | 1 000 | 0 | 0 | 1 000 | 1 000 | 2 580 | 0 | 0 |
| 5711-23A1901 | Reliquats FORMATION CONTINUE A.Ravey | 2 610 | 0 | 0 | 0 | 1 500 | 1 500 | 0 | 0 | 1 500 | 1 500 | 1 110 | 0 | 0 |
| 5711H24E0101 | HORIZON EUROPE: Hydrogen Academy | 71 775 | 10 888 | 7 478 | 3 410 | 30 107 | 33 517 | 10 888 | 7 479 | 3 409 | 30 108 | 33 517 | 30 780 | 0 |
| 5711-24C1801 | PROCOPE + | 9 660 | 3 220 | 694 | 2 526 | 1 474 | 4 000 | 3 220 | 694 | 2 526 | 1 474 | 4 000 | 4 966 | 0 |
| 5711-24E1901 | WISE | 9 660 | 0 | 0 | 0 | 20 384 | 20 384 | 0 | 0 | 20 384 | 20 384 | 100 426 | 0 | 0 |
| A définir | Horizon Europe : ENERTEF | 120 810 | 0 | 0 | 0 | 50 434 | 50 434 | 0 | 0 | 50 434 | 50 434 | 94 356 | 0 | 0 |
| 5711H24C2201 | ANR 2023 Marshall | 144 790 | 0 | 0 | 0 | 2 500 | 2 500 | 45 918 | 42 305 | 3 613 | 2 500 | 6 113 | 62 578 | 0 |
| LS12009PR-01 | CONTRAT NIPSON TECH 264-12 | 110 996 | 45 918 | 45 918 | 0 | 2 500 | 2 500 | 45 918 | 42 305 | 3 613 | 2 500 | 6 113 | 62 578 | 0 |
| LM15014PR-01 | Contrats industriels PVD | 642 100 | 558 705 | 538 636 | 20 069 | 39 931 | 60 000 | 558 705 | 536 762 | 21 943 | 39 930 | 61 873 | 43 464 | 0 |
| A définir | INTERREG ELECTRIVERT | 129 211 | 0 | 0 | 0 | 20 000 | 20 000 | 0 | 0 | 20 000 | 20 000 | 109 211 | 0 | 0 |
| RE12013CR-01 | MÉCENAT SEMPAT | 19 125 | 10 317 | 7 817 | 2 500 | 0 | 2 500 | 10 317 | 5 860 | 4 457 | 0 | 4 457 | 8 808 | 0 |
| 5714-21C1501 | Mécénat SEMPAT 3 | 19 611 | 6 034 | 5 034 | 1 000 | 0 | 1 000 | 6 034 | 5 009 | 1 025 | 0 | 1 025 | 13 577 | 0 |
| 5714-18C1101 | Reliquat Patrimoine Industriel | 42 500 | 3 917 | 3 108 | 809 | 0 | 809 | 3 917 | 2 971 | 946 | 0 | 946 | 38 583 | 0 |
| S208H24C2101 | INTERREG INTERLAB | 60 300 | 1 337 | 1 337 | 0 | 52 400 | 52 400 | 1 337 | 1 337 | 0 | 52 400 | 52 400 | 6 563 | 0 |
| Total Contrats de recherche | | 4 146 683 | 1 827 197 | 1 482 142 | 337 274 | 941 991 | 1 279 264 | 1 804 912 | 1 456 349 | 348 568 | 962 866 | 1 305 059 | 1 385 276 | 0 |
| 5719H20C1401 | CIFRE STAUBLI | 6 975 | 4 128 | 2 628 | 1 500 | 2 628 | 1 500 | 3 276 | 1 500 | 852 | 2 628 | 1 500 | 2 847 | 0 |
| 5719H23C2301 | CIFRE SAFRAN | 30 225 | 3 624 | 1 124 | 2 500 | 0 | 2 500 | 3 624 | 1 124 | 2 500 | 0 | 2 500 | 26 601 | 0 |
| 5717H20C0901 | CIFRE SHINE MEDICAL | 11 625 | 11 625 | 10 625 | 1 000 | 1 000 | 10 588 | 10 625 | -37 | 1 000 | 1 000 | 0 | 0 | 0 |
| 5718H20C1301 | Thèse STUDECO | 147 300 | 145 540 | 144 021 | 1 519 | 1 760 | 3 279 | 145 540 | 142 529 | 3 011 | 3 270 | 4 771 | 0 | 0 |
| 5718H23C0401 | CIFRE ISYCARE - Léo Schwartz | 3 488 | 1 500 | 0 | 1 500 | 0 | 1 500 | 1 500 | 0 | 1 500 | 0 | 1 500 | 1 988 | 0 |
| 5706H17C4001 | Contrat thèse ORANGE | 23 250 | 18 132 | 15 632 | 2 500 | 15 169 | 2 500 | 15 633 | -463 | 2 963 | 2 500 | 5 118 | 0 | 0 |
| 5706H17P1801 | Contrat d'accompagnement VEDECOC | 34 875 | 13 721 | 13 704 | 16 | 2 484 | 2 500 | 13 721 | 13 704 | 17 | 2 483 | 2 500 | 18 671 | 0 |
| 5706H19P3801 | Contrat d'accompagnement CIFRE FAURECIA | 58 125 | 35 433 | 32 762 | 2 671 | 1 829 | 4 500 | 35 091 | 29 261 | 5 830 | 2 171 | 8 001 | 20 863 | 0 |
| 5706H22C1601 | Contrat d'accompagnement ORANGE Mario Bou Abboud | 24 000 | 0 | 0 | 0 | 5 000 | 5 000 | 0 | 0 | 5 000 | 5 000 | 19 000 | 0 | 0 |
| 5706H22C1701 | Contrat d'accompagnement ORANGE Cheick Cissé | 24 000 | 0 | 0 | 0 | 5 000 | 5 000 | 0 | 0 | 5 000 | 5 000 | 19 000 | 0 | 0 |
| 5706H23P2601 | Contrat d'accompagnement CIFRE MPLUS | 6 975 | 2 000 | 984 | 1 016 | 484 | 1 500 | 2 000 | 984 | 1 016 | 484 | 1 500 | 4 491 | 0 |
| 5706H24P2001 | CIFRE GE - TAHIR Mohammad | 10 030 | 0 | 0 | 0 | 1 000 | 1 000 | 0 | 0 | 1 000 | 1 000 | 9 030 | 0 | 0 |
| 5716H17P4601 | CIFRE FAMATOME Phase 1/Phase2 | 189 000 | 94 812 | 87 584 | 7 228 | 272 | 7 500 | 89 150 | 87 584 | 1 566 | 5 934 | 7 500 | 93 916 | 0 |
| 5716H18C0601 | Contrat accompagnement CIFRE SAFRAN - Lucille Després | 87 400 | 18 006 | 18 000 | 6 | 4 994 | 5 000 | 18 006 | 18 000 | 6 | 4 994 | 5 000 | 64 400 | 0 |
| 5716H21C3501 | CHAIRE GE - CIFRE Nagui Moussa | 88 768 | 12 858 | 7 858 | 5 000 | 0 | 5 000 | 12 858 | 7 147 | 5 711 | 0 | 5 711 | 75 910 | 0 |
| 5716H22C0301 | CIFRE HMR | 46 500 | 3 210 | 3 000 | 3 000 | 0 | 3 000 | 3 210 | 3 000 | 0 | 3 000 | 43 290 | 0 | 0 |
| 5716-24C0401 | BQR S. Costil 2024 | 5 000 | 4 364 | 3 801 | 563 | 0 | 563 | 4 364 | 1 340 | 3 024 | 0 | 3 024 | 636 | 0 |
| 5716H24P1501 | MOTTECH | 108 046 | 21 900 | 14 924 | 6 976 | 13 024 | 20 000 | 21 900 | 14 923 | 6 977 | 13 023 | 20 000 | 73 122 | 0 |
| FC15019PR-01 | Contrats industriels M.Bécherif | 255 000 | 147 847 | 142 847 | 5 000 | 0 | 5 000 | 147 847 | 142 248 | 5 601 | 0 | 5 601 | 107 153 | 0 |
| 5702H19P1501 | Etude SEGULA 18-219 | 73 400 | 24 048 | 3 800 | 1 200 | 5 000 | 23 375 | 20 248 | 3 127 | 1 873 | 5 000 | 48 152 | 0 | 0 |
| 5702H19P2101 | Accord cadre Faurecia /SYMBIO | 590 234 | 582 736 | 552 486 | 30 251 | 7 497 | 37 748 | 566 516 | 552 485 | 14 031 | 0 | 37 748 | 0 | 0 |
| 5702H21P1201 | Contrats industriels FCLAB | 49 797 | 49 797 | 39 797 | 10 000 | 0 | 10 000 | 49 797 | 35 688 | 14 109 | 0 | 14 109 | 0 | 0 |
| 5702H21P2201 | Contrats industriels X.françois | 8 255 | 8 254 | 7 254 | 1 000 | 0 | 1 000 | 8 254 | 7 254 | 1 000 | 0 | 1 000 | 0 | 0 |
| M309033PR | Prestations S. Gomes | 412 217 | 141 671 | 138 670 | 3 000 | 0 | 3 000 | 141 671 | 136 307 | 5 364 | 0 | 5 364 | 270 547 | 0 |
| M315047PR-01 | Prestations Denis Choulier | 13 067 | 11 379 | 9 379 | 2 000 | 0 | 2 000 | 11 379 | 9 379 | 2 000 | 0 | 2 000 | 1 688 | 0 |
| M316056PR-01 | Contrats industriels S. Roth | 12 242 | 12 242 | 11 242 | 1 000 | 0 | 1 000 | 12 242 | 11 243 | 999 | 1 | 1 000 | 0 | 0 |
| 5715H17P0901 | Contrats industriels F. Démoly | 12 467 | 12 467 | 10 467 | 2 000 | 0 | 2 000 | 12 467 | 10 446 | 2 021 | 0 | 2 021 | 0 | 0 |
| 5710H17P4201 | Suivi Contrats industriels Dominique CHAMORET | 6 263 | 6 262 | 5 262 | 1 000 | 0 | 1 000 | 6 262 | 5 262 | 1 000 | 0 | 1 000 | 0 | 0 |
| 5715H21P1401 | Suivi Contrats industriels CO2M | 16 987 | 16 987 | 13 487 | 3 500 | 0 | 3 500 | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | | |
|-------------------------|-----------|-----------|-----------|---------|---------|---------|-----------|-----------|---------|---------|---------|-----------|
| Ss total personnel | 2 848 449 | 1 341 066 | 1 185 789 | 186 541 | 421 892 | 606 122 | 1 353 944 | 1 230 344 | 196 222 | 432 619 | 634 397 | 979 459 |
| Ss total fonctionnement | 3 142 593 | 1 763 100 | 1 487 628 | 220 814 | 291 091 | 471 588 | 1 696 690 | 1 411 687 | 211 540 | 300 707 | 535 572 | 1 100 538 |
| Ss total investissement | 1 122 965 | 506 800 | 444 719 | 77 694 | 332 989 | 453 310 | 508 910 | 433 555 | 76 196 | 340 413 | 403 603 | 384 850 |

| | | | | | | | | | | | | |
|-----------------------------------|--|------------------|-----------------|------------------|------------------|----------------|----------------|--|--|--|--|--|
| | | | | | | | | | | | | |
| Total Prestations et Cifre | | 2 967 324 | -439 650 | 3 406 974 | 2 472 583 | 314 772 | 619 619 | | | | | |
| Total | | 7 114 007 | -643 523 | 7 757 530 | 3 738 334 | 1 928 339 | 2 090 856 | | | | | |

| Prévisions d'AE et de CP | | Prévisions |
|------------------------------------|----------------|---------------------------|
| Opération | Nature | Coût total de l'opération |
| Contrats de recherche | Personnel | 1 869 818 |
| | Fonctionnement | 1 503 559 |
| | Investissement | 773 306 |
| Total Contrats de recherche | | 4 146 683 |
| Prestations et Cifre | Personnel | 978 631 |
| | Fonctionnement | 1 639 034 |
| | Investissement | 349 659 |
| Total Prestations et Cifre | | 2 967 324 |
| Ss total Personnel | | 2 848 449 |
| Ss total Fonctionnement | | 3 142 593 |
| Ss total Investissement | | 1 122 965 |
| TOTAL | | 7 114 007 |

| Prévisions N (BI + BR) | | | | | | | | | | |
|------------------------|------------------|-------------------------------|-------------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------------------|-----------------------|------------------|--|
| AE ouvertes < N | Conso AE < N | Reports ou Reprogrammations N | AE nouvelles ouvertes N | Total AE N | CP ouverts < N | Conso CP < N | Reports ou Reprogrammations N | CP nouveaux ouverts N | Total CP N | |
| 707 182 | 578 818 | 131 715 | 390 688 | 530 571 | 705 410 | 599 429 | 143 467 | 399 346 | 539 941 | |
| 784 851 | 629 891 | 143 337 | 219 347 | 297 882 | 751 520 | 600 419 | 143 704 | 224 208 | 379 588 | |
| 335 164 | 273 434 | 62 222 | 331 956 | 450 810 | 347 982 | 256 501 | 61 391 | 339 312 | 385 530 | |
| 1 827 197 | 1 482 142 | 337 274 | 941 991 | 1 279 263 | 1 804 912 | 1 456 349 | 348 562 | 962 866 | 1 305 059 | |
| 633 884 | 606 972 | 54 826 | 31 204 | 75 551 | 648 534 | 630 915 | 52 755 | 33 272 | 94 456 | |
| 978 249 | 857 737 | 77 477 | 71 744 | 173 706 | 945 170 | 811 268 | 67 836 | 76 500 | 155 983 | |
| 171 635 | 171 286 | 15 472 | 1 033 | 2 500 | 160 929 | 177 054 | 14 805 | 1 101 | 18 073 | |
| 1 783 769 | 1 635 995 | 147 774 | 103 981 | 251 757 | 1 754 633 | 1 619 237 | 135 396 | 110 873 | 268 512 | |
| 1 341 066 | 1 185 789 | 186 541 | 421 892 | 606 122 | 1 353 944 | 1 230 344 | 196 222 | 432 618 | 634 397 | |
| 1 763 100 | 1 487 628 | 220 814 | 291 091 | 471 588 | 1 696 690 | 1 411 687 | 211 540 | 300 708 | 535 571 | |
| 506 800 | 444 719 | 77 694 | 332 989 | 453 310 | 508 911 | 433 555 | 76 196 | 340 413 | 403 603 | |
| 3 610 966 | 3 118 137 | 485 048 | 1 045 972 | 1 531 020 | 3 559 545 | 3 075 586 | 483 958 | 1 073 739 | 1 573 571 | |

| Prévisions N+1 et suivantes | | | | | |
|-----------------------------|------------------|-------------------|------------------|------------------|-----------------|
| AE prévues en N+1 | CP prévus en N+1 | AE prévues en N+2 | CP prévus en N+2 | AE prévues > N+2 | CP prévus > N+2 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

| Prévisions de recettes | | Prévisions |
|---|-----------------------------|----------------------------|
| Opération | Nature | Financement de l'opération |
| Contrats de recherche | Financement de l'Etat | 102 098 |
| | Autres financements publics | 2 828 933 |
| | Autres financements | 1 215 652 |
| Total Contrats de recherche | | 4 146 683 |
| Prestations et Cifre | Financement de l'Etat | 128 270 |
| | Autres financements publics | 2 839 054 |
| | Autres financements | 2 839 054 |
| Total Prestations et Cifre | | 2 967 324 |
| Ss total Financement de l'Etat | | 102 098 |
| Ss total Autres financements publics | | 2 957 203 |
| Ss total Autres financements | | 4 054 706 |
| TOTAL | | 7 114 007 |

| Prévisions N | |
|-------------------|------------------------|
| Encaissements < N | Encaissements prévus N |
| 31 148 | 39 707 |
| 863 731 | 1 101 075 |
| 370 873 | 472 785 |
| 1 265 752 | 1 613 567 |
| | 0 |
| 106 885 | 13 607 |
| 2 365 698 | 301 165 |
| 2 472 583 | 314 772 |
| 31 148 | 39 707 |
| 970 616 | 1 114 682 |
| 2 736 571 | 773 950 |
| 3 738 335 | 1 928 339 |

| Prévisions en N+1 et suivantes | | |
|--------------------------------|-----------------------------|----------------------------|
| Encaissements prévus en N+1 | Encaissements prévus en N+2 | Encaissements prévus > N+2 |
| 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 |
| 0 | 0 | 0 |

Tab 10 : Opérations pluriannuelles d'investissements détaillées

| Prévisions d'AE et de CP | | Prévisions | Prévisions N (BI + BR) | | | | | | | | | | Prévisions N+1 et suivantes | | | | | |
|-----------------------------------|----------------|---------------------------|------------------------|-------------------|-------------------------------|-------------------------|------------------|-------------------|-------------------|-------------------------------|-----------------------|------------------|-----------------------------|------------------|-------------------|------------------|------------------|-----------------|
| Opération | Nature | Coût total de l'opération | AE ouvertes < N | Conso AE < N | Reports ou Reprogrammations N | AE nouvelles ouvertes N | Total AE N | CP ouverts < N | Conso CP < N | Reports ou Reprogrammations N | CP nouveaux ouverts N | Total CP N | AE prévues en N+1 | CP prévus en N+1 | AE prévues en N+2 | CP prévus en N+2 | AE prévues > N+2 | CP prévus > N+2 |
| CPER 21-27 | Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Fonctionnement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Investissement | 4 915 000 | 305 000 | 283 826 | 0 | 4 100 000 | 4 100 000 | 305 000 | 138 121 | 0 | 4 100 000 | 4 100 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total CPER 21-27 | | 4 915 000 | 305 000 | 283 826 | 0 | 4 100 000 | 4 100 000 | 305 000 | 138 121 | 0 | 4 100 000 | 4 100 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Réhabilitation bât A | Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Fonctionnement | 286 341 | 286 340 | 286 340 | 0 | 0 | 0 | 285 618 | 285 013 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Investissement | 11 613 659 | 11 613 660 | 11 063 660 | 550 000 | 0 | 550 000 | 11 614 382 | 10 765 593 | 849 394 | 0 | 849 394 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total Réhabilitation bât A | | 11 900 000 | 11 900 000 | 11 350 000 | 550 000 | 0 | 550 000 | 11 900 000 | 11 050 606 | 849 394 | 0 | 849 394 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Clos Couvert | Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Fonctionnement | 200 270 | 200 270 | 151 088 | 0 | 0 | 0 | 170 076 | 120 884 | 49 192 | 0 | 49 192 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Investissement | 1 168 134 | 1 120 596 | 1 121 316 | 0 | 96 000 | 96 000 | 1 128 180 | 1 026 105 | 102 075 | 0 | 102 075 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total Clos Couvert | | 1 368 404 | 1 320 866 | 1 272 404 | 0 | 96 000 | 96 000 | 1 298 256 | 1 146 989 | 151 267 | 0 | 151 267 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Open Lab | Personnel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Fonctionnement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Investissement | 5 650 000 | 5 650 000 | 5 584 617 | 65 383 | 0 | 65 383 | 5 650 000 | 5 323 941 | 326 059 | 0 | 326 059 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total Open Lab | | 5 650 000 | 5 650 000 | 5 584 617 | 65 383 | 0 | 65 383 | 5 650 000 | 5 323 941 | 326 059 | 0 | 326 059 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ss total Personnel | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ss total Fonctionnement | | 486 889 | 486 610 | 437 428 | 0 | 0 | 0 | 455 694 | 405 897 | 49 192 | 0 | 49 192 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ss total Investissement | | 23 346 515 | 18 689 256 | 18 053 419 | 615 383 | 4 196 000 | 4 811 383 | 18 697 562 | 17 253 760 | 1 277 528 | 4 100 000 | 5 377 528 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | | 23 833 404 | 19 175 866 | 18 490 846 | 615 383 | 4 196 000 | 4 811 383 | 19 153 256 | 17 659 657 | 1 326 720 | 4 100 000 | 5 426 720 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

| Prévisions de recettes | | Prévisions | Prévisions N | | Prévisions en N+1 et suivantes | | |
|---|-----------------------------|----------------------------|-------------------|------------------------|--------------------------------|-----------------------------|----------------------------|
| Opération | Nature | Financement de l'opération | Encaissements < N | Encaissements prévus N | Encaissements prévus en N+1 | Encaissements prévus en N+2 | Encaissements prévus > N+2 |
| CPER 21-27 | Financement de l'Etat | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Autres financements publics | 4 875 000 | 0 | 4 350 000 | 0 | 0 | 0 |
| | Autres financements | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total CPER 21-27 | | 4 875 000 | 0 | 4 350 000 | 0 | 0 | 0 |
| Réhabilitation bât A | Financement de l'Etat | 7 250 000 | 4 119 126 | 3 130 874 | 0 | 0 | 0 |
| | Autres financements publics | 2 900 000 | 1 610 000 | 1 290 000 | 0 | 0 | 0 |
| | Autres financements | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total Réhabilitation bât A | | 10 150 000 | 5 729 126 | 4 420 874 | 0 | 0 | 0 |
| Open Lab | Financement de l'Etat | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Autres financements publics | 3 650 000 | 2 949 090 | 700 910 | 0 | 0 | 0 |
| | Autres financements | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total Open Lab | | 3 650 000 | 2 949 090 | 700 910 | 0 | 0 | 0 |
| Ss total Financement de l'Etat | | 7 250 000 | 4 119 126 | 3 130 874 | 0 | 0 | 0 |
| Ss total Autres financements publics | | 7 850 000 | 4 559 090 | 6 340 910 | 0 | 0 | 0 |
| Ss total Autres financements | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | | 18 675 000 | 8 678 216 | 9 471 784 | 0 | 0 | 0 |

Tableau 11

Tableau de Synthèse budgétaire et comptable

| | | BI 2025 | |
|-------------------------|---|---|--------------------|
| Niveaux initiaux | 1 | Niveau initial de restes à payer | 4 200 806 |
| | 2 | Niveau initial du fonds de roulement | 10 453 170 |
| | 3 | Niveau initial du besoin en fonds de roulement | 111 223 |
| | 4 | Niveau initial de la trésorerie | 10 341 947 |
| | 4.a | dont niveau initial de la trésorerie fléchée | - 3 448 226 |
| 4.b | dont niveau initial de la trésorerie non fléchée | 13 790 173 | |
| Flux de l'année | 5 | Autorisations d'engagement | 48 201 592 |
| | 6 | Résultat patrimonial | - 1 713 137 |
| | 7 | Capacité d'autofinancement (CAF) | 152 187 |
| | 8 | Variation du fonds de roulement | - 2 862 759 |
| | 9 | Opérations sur dettes financières, capitaux propres et créances immobilisées sans impact budgétaire | - |
| | 10 | Opérations du compte de résultat sans flux de trésorerie, non retraitées par la CAF | SENS - |
| | 93 | Variation des stocks | + / - |
| | | Charges sur créances irrécouvrables | - |
| | | Produits divers de gestion courante | + |
| | 11 | Opérations budgétaires et comptables avec différence de fait générateur de trésorerie | SENS - |
| | | Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs | + / - |
| | | Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours | + / - |
| | | Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs | + / - |
| | | Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours | + / - |
| | 12 | Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11 | - 2 862 759 |
| 13 | Décalage de flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires | - 81 791 | |
| 14 | Variation de la trésorerie = 12 - 13 | - 2 780 968 | |
| 14.a | dont variation de la trésorerie fléchée | - 433 176 | |
| 14.b | dont variation de la trésorerie non fléchée | - 2 347 792 | |
| 15 | Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13 | - 81 791 | |
| 16 | Variation des restes à payer | - 603 942 | |
| Niveaux finaux | 17 | Niveau final de restes à payer | 3 596 864 |
| | 18 | Niveau final du fonds de roulement | 7 590 411 |
| | 19 | Niveau final du besoin en fonds de roulement | 29 432 |
| | 20 | Niveau final de la trésorerie | 7 560 979 |
| | 20.a | dont niveau final de la trésorerie fléchée | - 3 881 402 |
| | 20.b | dont niveau final de la trésorerie non fléchée | 11 442 381 |

Comptabilité budgétaire
Comptabilité générale